

JOURNAL OFFICIEL

DE LA REPUBLIQUE DU SENEGAL

PARAISANT LE SAMEDI DE CHAQUE SEMAINE

ABONNEMENTS ET ANNONCES	TARIF DES ABONNEMENTS				ANNONCES ET AVIS DIVERS	
	VOIE NORMALE		VOIE AERIEENNE			
	Six mois	Un an	Six mois	Un		
Pour les abonnements et les annonces s'adresser au directeur de l'Imprimerie Nationale à Rufisque.	an Sénégal et autres Etats de la CEDEAO 15.000f		31 000f.		- -	
Les annonces doivent être remises à l'imprimerie au plus tard le mardi. Elles sont payables d'avance.	Etranger : France, Zaïre R.C.A. Gabon, Maroc		20 000f. 40.000f		La ligne 1.000 fr.	
	Algérie, Tunisie		23.000f 46.000f		Chaque annonce répétée Moitié prix	
Toute demande de changement d'adresse ainsi que les lettres demandant réponse devront être accompagnées de la somme de 175 francs	Etranger : Autres Pays		Prix du numéro Année courante 600 f Année ant. 700f.		(Il n'est jamais compté moins de 10.000 francs pour les annonces).	
	Par la poste : Majoration de 130 f par numéro		Journal légalisé 900 f		Compte bancaire B.I.C.I.S n° 9520790 630/81	
			Par la poste -			

SOMMAIRE

PARTIE OFFICIELLE

LOI

2010

15 décembre . Loi n° 2010-22 portant loi d'orientation de la filière des Biocarburants 432

DECRETS ET ARRETES

PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE

2011

27 janvier Décret n° 2011-156 modifiant le décret n° 2010-925 du 8 juillet 2010 portant répartition des services de l'Etat et du contrôle des établissements publics, des sociétés nationales et des sociétés à participation publique entre la Présidence de la République, la Primature et les ministères 436

28 janvier Décret n° 2011-163 portant nomination dans l'Ordre national du Lion à titre posthume... 436

PRIMATURE

2011

14 janvier Arrêté primatorial n° 828 modifiant l'article 3 de l'arrêté primatorial n° 9296 du 21 octobre 2010 portant création du Comité technique dans le cadre de l'audit du fichier électoral.. 437

MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES

2011

24 janvier Décret n° 2011-100 portant création et fixant les attributions de la recette perception municipale de Saint-Louis 438

27 janvier Décret n° 2011-140 prescrivant l'immatriculation au nom de l'Etat d'une parcelle de terrain dépendant du domaine national, sise à Diamniadio, dans le Département de Rufisque, d'une superficie de 13 ha 56 a 12 ca, en vue de son attribution par voie de bail, prononçant sa désaffectation 438

28 janvier Décret n° 2011-162 portant modification des dispositions de l'article premier du décret n° 2005-1115 du 21 novembre 2005 modifiant les dispositions de l'article premier du décret n° 2004-1278 du 28 septembre 2004 fixant le montant des indemnités dues aux titulaires de baux consentis sur l'assiette du projet de la Gare routière de Dalifort, ordonnant leur paiement aux ayants droit ou leur consignation et autorisant la prise de possession par l'Etat de l'assiette foncière dudit projet 438

MINISTERE DE L'ENVIRONNEMENT ET DE LA PROTECTION DE LA NATURE

2011

3 février Arrêté ministériel n° 1246 MEPN-DEFC prorogeant la durée de la campagne d'exploitation forestière 2010 et fixant les modalités d'organisation de la campagne d'exploitation forestière 2011 439

**MINISTERE DE L'ENSEIGNEMENT
PRESCOLAIRE, DE L'ELEMENTAIRE,
DU MOYEN SECONDAIRE
ET DES LANGUES NATIONALES**

2011

18 janvier..... Arrêté ministériel n° 846 MEPEMSLN-SG-DEP portant fermeture d'établissements d'enseignement privés	456
18 janvier..... Arrêté ministériel n° 847 MEPEMSLN-SG-DEP portant ouverture d'établissements d'enseignement privés	456
18 janvier..... Arrêté ministériel n° 848 MEPEMSLN-SG-DEP portant fermeture d'établissements d'enseignement privés	457
18 janvier..... Arrêté ministériel n° 850 MEPEMSLN-SG-DEP portant changement de dénomination d'établissements d'enseignement privés ...	457
20 janvier..... Arrêté ministériel n° 881 MEPEMSLN-SG-DEP portant extension d'établissements d'enseignement privés	457
20 janvier..... Arrêté ministériel n° 882 MEPEMSLN-SG-DEP portant ouverture d'établissements d'enseignement privés	458

**MINISTERE DE LA CULTURE
ET DES LOISIRS**

2011

27 janvier..... Décret n° 2011-157 modifiant le décret n° 2010-428 du 31 mars 2010 portant création, organisation et fonctionnement du Comité d'organisation de la troisième édition du Festival mondial des Arts nègres (FESMAN)	460
---	-----

PARTIE NON OFFICIELLE

Annonces	460
----------------	-----

PARTIE OFFICIELLE

LOI

**LOI n° 2010-22 du 15 décembre 2010
portant loi d'orientation de la filière
des Biocarburants.**

EXPOSE DES MOTIFS

Les biocarburants sont un enjeu majeur de la politique environnementale, économique, agricole et énergétique du Sénégal. Ils présentent un impact positif considérable pour l'environnement. En effet, les biocarburants permettent entre autres de réduire les émissions de gaz à effet de serre et peuvent contribuer à l'autosuffisance énergétique nationale. Sans un programme ambitieux de développement des carburants verts, notre pays n'aurait que peu de chance d'atteindre les objectifs de Kyoto.

La création d'une filière de biocarburants permet également de garantir un avenir à notre agriculture et à nos zones rurales puisque son développement est fortement créateur d'emplois et de valeur ajoutée.

Le développement des biocarburants permettra de réduire notre dépendance énergétique à l'égard du pétrole et du charbon.

A long terme, les biocarburants apparaissent comme une nouvelle filière économique dont les retours sur investissement seront largement supérieurs à l'effort financier consenti.

Le Président de la République a joué un rôle moteur dans la promotion des biocarburants. En effet, en créant le département ministériel des biocarburants, des énergies renouvelables et de la recherche scientifique, il a administré la preuve de sa volonté de faire du développement de la filière des biocarburants, un axe majeur de sa politique énergétique.

Le résultat de la nouvelle orientation de l'économie nationale vers la filière des biocarburants est une contribution non négligeable à l'insertion du Sénégal dans un processus d'intensification de ses échanges avec le reste du monde et à la création de richesses par l'accroissement de ses exportations et l'évolution interne vers l'autosuffisance énergétique.

La substitution au pétrole de biocombustibles équivalents est d'ailleurs l'objet d'une intense activité de la communauté internationale dans laquelle les pays tropicaux et équatoriaux sont fortement sollicités comme producteurs potentiels pour leur position géographique, la disponibilité des sites pour les cultures en vue de la production de biocombustibles de première génération, dérivés des huiles végétales et des sucres et ceux de la seconde génération, extraits des produits ligneux et des algues.

Par les procédés chimiques de production des biocombustibles que sont le bioéthanol et les biocarburants sont devenus le « pétrole vert » de demain.

Le Sénégal présente les avantages requis pour le développement d'une agro-industrie de biocarburants.

Le choix des bioénergies de première génération que sont ceux dérivés du ricin, du jatropha, de la canne à sucre, entre autres, est largement reconnu comme pertinent en ce qu'il permet de reverdir des terres progressivement abandonnées.

Les contraintes d'une telle orientation vers une filière de biocarburants se présentent comme des données incontournables. Ces contraintes sont notamment :

- Les garanties foncières aux nationaux ;
- Le respect des équilibres entre diverses spéculations agricoles pour le besoin de réponse adéquate à la demande alimentaire ;
- L'inclusion harmonieuse du producteur individuel, en association, en mutuelles ou en entreprise dans l'agrobusiness des biocarburants ;
- Les mécanismes de garanties de l'investissement ;
- Le respect de la biodiversité ;
- Le commerce équitable.

L'objet principal de la présente loi d'orientation sur les biocarburants est ainsi de créer un faisceau de réponses aux problèmes de croissance économique du pays reposant sur une politique de recherche d'une autosuffisance énergétique justifiant le développement de la filière des biocarburants.

Telle est l'économie du présent projet de loi.

L'Assemblée nationale a adopté, en sa séance du mardi 22 juin 2010

Le Sénat a adopté, en sa séance du jeudi 09 décembre 2010

Le Président de la République promulgue la loi dont la teneur suit :

Chapitre premier. - *Dispositions générales.*

Article premier : Définitions.

Au sens de la présente loi on entend par :

- biocarburant : un combustible issu de la biomasse et utilisé pour le transport et pour la production de l'énergie notamment électrique ;
- biocarburant de première génération : produits résultant des cultures de spéculations végétales ou d'espèces sauvages ;
- biocarburants de seconde génération : produits résultant de composés ligneux ou de certaines espèces d'algues à haute fréquence de cycle de reproduction ou résultant de transformations de tout produit de la biomasse aux fins de production ou de stockage d'énergie ;
- biomasse : la fraction biodégradable des produits provenant du vivant ;
- bioréacteur : réacteur permettant de produire de l'énergie par des procédés biologiques. La production intensive d'algues dans le but de production de biocarburants de seconde génération s'opère dans des bioréacteurs ;
- Energie algale : énergie produite à partir des algues. La filière algale permet la production à haut rendement, à la fois de biodiesel et d'éthanol ;
- Teneur énergétique : le pouvoir calorifique d'un combustible.

La liste des produits considérés comme biocarburants comprend au minimum les produits énumérés ci-après :

- a) Biodiesel : ester méthylique de qualité de diesel produit à partir d'une huile végétale ou animale utilisable comme carburant ;
- b) Bioéthanol : éthanol produit à partir de la biomasse et utilisable comme carburant ;
- c) Biogaz : gaz produit à partir de la biomasse, purifié jusqu'à obtention d'une qualité équivalente à celle du gaz naturel et utilisable comme carburant, ou gaz produit à partir du bois ;
- d) Huile végétale pure : huile produite à partir de plantes oléagineuses par pression, extraction ou procédés comparables, brute ou raffinée, mais sans modification chimique, dans le cas où son utilisation est compatible avec le type de moteur concerné et les exigences correspondantes en matière d'émissions.

Article 2. - Segments d'application.

La présente loi s'étend à tous les champs de la filière des biocarburants notamment la production, la transformation, le stockage, le transport, la commercialisation et la distribution.

Article 3. - Exploitation des sources de biocarburants.

Les biocarburants de première et de seconde génération sont classés selon des critères résultant de l'exploitation de la production de plantes d'une part et, de la transformation chimique de fibres ligneuses ou de cultures algales d'autre part.

Les sous-produits organiques résultant de l'exploitation des matières premières provenant de biocarburant peuvent être utilisés pour la production d'énergie de centrales techniques, l'alimentation du bétail ou l'enrichissement du sol.

L'organisation de la production de sources de biocarburant à partir de végétaux est fixée par décret.

Article 4. - Objectifs.

La présente loi a pour objet de créer les conditions favorables au développement de la filière des biocarburants.

Elle vise notamment à :

- Développer la production des biocarburants
- Déterminer le cadre d'exploitation, sous toutes formes, de biocarburants ;
- Favoriser l'accès aux services énergétiques à des coûts soutenables ;
- Fixer les conditions et les normes de production et d'exploitation des biocarburants sur le territoire nationale et/ou dans le cadre de la coopération internationales ;
- Contribuer à la préservation de l'environnement par la valorisation des surfaces forestières et agricoles ;
- Promouvoir la croissance économique et contribuer au bien être social.

Chapitre II - *Information, contrôle et recherche.*

Article 5. - : Information et contrôle.

La production de biocarburants est destinée principalement au marché national. L'utilisation des biocarburants vient en substitution partielle ou totale aux combustibles fossiles.

Pour les projets destinés à l'exportation 50% au moins de la production sous toutes ses formes, est réservée prioritairement au marché national.

L'importation, la production, l'exportation, le transport, le stockage et la distribution des biocarburants font l'objet d'une surveillance dont les modalités sont fixées par décret.

L'Etat veille à ce que des informations soient fournies au public sur la disponibilité des biocarburants, leur accessibilité et leurs caractéristiques.

Les politiques nationales destinées à promouvoir l'utilisation des biocarburants ne doivent pas conduire à l'interdiction de la libre circulation des carburants qui répondent aux normes définies par la législation communautaire en matière d'environnement.

Le bioéthanol et le biodiesel ou tout autre biocarburant, lorsqu'ils sont utilisés pour les véhicules à l'état pur ou sous forme de mélange, doivent satisfaire aux normes de qualité établies.

Article 6. - Recherche-développement.

La filière des biocarburants est accompagnée par la recherche-développement à travers les structures et/ou instituts habilités, afin de formuler des recommandations dans le choix du matériel végétal (espèces, variétés) à cultiver et des itinéraires techniques à appliquer. Cette recherche de développement s'applique également à tous les autres segments de la chaîne de valeur de la filière.

Chapitre III - Politique incitative de la filière des biocarburants.

Article 7. - structure des prix de biocarburants.

La structure des prix des biocarburants est régie par la réglementation sur les hydrocarbures et les biocarburants.

Pour la production des semences et des plants, les dispositions légales et réglementaires en vigueur sont appliquées.

Les éléments constitutifs et les modalités de détermination des prix plafonds des biocarburants sont fixés par décret.

Les prix des biocarburants doivent être suffisamment incitatifs pour constituer le facteur principal de leur substitution au degré le plus élevé au diesel et à l'essence.

Article 8. - Régime fiscal et douanier des activités effectuées dans le cadre des biocarburants.

Les avantages fiscaux prévus par la loi sur la Grande Offensive Agricole pour la Nourriture et l'Abondance (GOANA) sont accordés pour les activités effectuées dans le cadre des biocarburants, notamment en faveur des entreprises qui mènent des activités agricoles, industrielles ou de stockage.

Conformément à cette loi, les acquisitions de matériel, de semences et de plants destinés à la culture et à l'exploitation des biocarburants, sont exonérés de la taxe sur la valeur ajoutée et des droits de douane.

De même, les revenus des exploitations de biocarburants sont exonérés d'impôt, dans la limite de cinq (5) ans.

Les avantages fiscaux et douaniers prévus par la présente loi, sont réservés aux entreprises dont la production est destinée au marché national. Les entreprises qui produisent pour le marché extérieur bénéficient des avantages du Code des investissements. La structure chargée de la promotion des investissements assure la gestion des incitations prévues par la présente loi. Les modalités de gestion de ces incitations sont fixées par décret.

Chapitre IV. - Production et distribution des biocarburants.

Section 1 -. Culture des plantes et production de biocarburants.

Article 9. - Culture des espèces végétales bioénergétiques.

Toute personne physique ou morale intéressée par la culture d'espèces végétales servant à la production des biocarburants est habilitée à pratiquer cette culture sans autorisation préalable sauf pour l'introduction d'espèces exotiques qui doit se faire dans les conditions requises par la présente loi.

L'exploitation des terres et du littoral à des fins de développement de la filière des biocarburants est régie par les dispositions légales et réglementaires en vigueur.

Article 10. - : Semences pour les cultures.

L'introduction de tout matériel végétal sur le territoire national est soumise à l'autorisation du Ministre chargé de l'Agriculture, sur demande comprenant l'ensemble des données relatives aux semences à introduire.

Article 11. - Promoteurs en biocarburants.

Les promoteurs peuvent bénéficier des appuis de l'Etat pour favoriser l'accès aux intrants (semences, plants, fertilisants, matériel agricole, etc....) ou pour améliorer la productivité de sources de biocarburants. Le cas échéant, ces appuis sont définis au préalable par accord entre l'Etat et les promoteurs, suivant des conditions déterminées par décret.

Article 12. - Production industrielle de biocarburants.

L'Etat favorise le développement de la filière des biocarburants par le soutien à la réalisation d'un ensemble d'installations industrielles de production des biocarburants et de produits dérivés.

La politique industrielle de la filière des biocarburants est organisée par les lois en vigueur.

Article 13. - Transport des biocarburants.

Le transport des biocarburants est régi par la réglementation applicable au transport des produits inflammables.

Les mesures de contrôle des véhicules de transport des biocarburants sont fixées par la réglementation en vigueur.

Article 14. - Sécurité des stocks de biocarburants.

Le stockage des biocarburants est soumis aux règles de sécurité et de protection conformément aux textes réglementaires en vigueur et aux standards internationaux.

Article 15. - Conditionnement des biocarburants.

L'éthanol, ou tout autre produit glucosique est livré par l'usine à l'état de produit dégradé selon les degrés de mélanges autorisés, coloré et parfumé.

L'industrie ne peut livrer de l'éthanol à l'état pur sans autorisation expresse. Les degrés de dégradation sont fixés par décret.

Le biodiesel ou tout autre produit de la filière huile végétale pure (HVP) est livré sous la forme de produit contrôlé.

Article 16. - Mélanges de biocarburants.

L'Etat fixe les pourcentages de biocarburants contenus dans les mélanges avec l'essence et le gazole en vente sur le marché. Ces pourcentages sont fixés par décret.

Article 17. - : Cadres de concertation.

Pour la promotion des biocarburants, il sera mis en place un Comité National des Biocarburants (CNB) regroupant les départements ministériels et les services compétents de l'Etat. Les modalités d'organisation et de fonctionnement du comité National des Biocarburants sont fixées par arrêté.

Article 18. - Partenariat public privé.

Le recours au partenariat public-privé pour la promotion des biocarburants s'effectue conformément à la réglementation en vigueur.

Article 19. - Dispositions environnementales.

Conformément à la réglementation en vigueur, tout projet ou toute activité industriel (le) dans le domaine des biocarburants, doit faire l'objet d'une étude d'impact environnemental.

Article 20. - Coopération internationale.

L'Etat s'ouvre à la coopération sous régionale et internationale.

Les domaines connexes à celui des biocarburants que sont, la biodiversité, l'environnement, l'agriculture, l'élevage, l'alimentation, la foresterie, l'hydraulique, peuvent faire l'objet d'accords de coopération.

Article 21. - Puits de carbone et politique de développement propre.

Les projets dans le domaine des biocarburants, contribuant à la réduction des Gaz à Effet de Serre (GES) peuvent faire l'objet de certification dans le cadre du Mécanisme de Développement Propre.

La propriété des crédits carbone résultant de ces projets fera l'objet de négociations entre le promoteur et l'Etat.

Section 2 : *Licence et autres obligations.*

Article 22. - Détention de licence.

Toutes les opérations liées à la transformation industrielle des biocarburants sont soumises à l'obtention d'une licence délivrée conjointement par le Ministre chargé des Biocarburants et le Ministre chargé de l'Energie, après avis préalable de la commission compétente en matière de régulation d'hydrocarbures et de biocarburants.

L'obligation d'obtenir une licence en conformité avec le présent article s'ajoute à toutes les autres obligations prévues par les textes législatifs ou réglementaires en matière d'obtention d'une licence ou d'un permis.

Toutes les opérations liées à l'importation, l'exportation, le transport, le stockage et la distribution des biocarburants sont soumises à l'obtention d'une licence délivrée par le Ministre chargé de l'Energie, après avis préalable de la commission compétente en matière de régulation d'hydrocarbures et de biocarburants.

Article 23. - Critères d'attribution et conditions de retrait des licences.

Les critères d'attributions ainsi que les conditions de retrait des licences sont fixés par arrêté ministériel, après avis du Comité National des hydrocarbures et du Comité National des Biocarburants.

Les investisseurs peuvent utiliser les dispositions de la loi n° 2005-26 du 26 Août 2005 relative à la modernisation des procédures administratives applicables aux investissements en s'adressant à la structure chargée de la promotion des investissements pour effectuer leurs formalités administratives.

Chapitre V. - *Dispositions pénales*

Article 24. - Sera puni d'un emprisonnement de trois(3) à cinq (5) ans et d'une amende de cinq (5) à dix (10) millions de francs CFA ou l'une de ces peines seulement tout promoteur, tout dirigeant de droit ou de fait d'une entreprise qui, sans avoir obtenu au préalable la licence ou toute autre autorisation requise, aura exercé une activité industrielle de production, de transformation, de transport, de stockage, de commercialisation et de distribution des biocarburants et des produits dérivés.

Chapitre VI. - *Dispositions transitoire et finale.*

Article 25. - Disposition transitoire.

Les entreprises qui bénéficient du statut de l'entreprise franche d'exportation avant l'entrée en vigueur de la présente loi, conservent les avantages dudit statut jusqu'à son expiration.

La présente loi sera exécutée comme loi de l'Etat.

Fait à Dakar, le 15 décembre 2010.

Abdoulaye WADE.

Par le Président de la République :

Le Premier Ministre,

Souleymane Ndéné NDIAYE.

DECRETS ET ARRETES

PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE

DECRET n° 2011-156 du 27 janvier 2011
modifiant le décret n° 2010-925 du 8 juillet 2010 portant répartition des services de l'Etat et du contrôle des établissements publics, des sociétés nationales et des sociétés à participation publique entre la Présidence de la République, la Primature et les ministères.

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE :

Vu la constitution, notamment en ses articles 43 et 76 ;

Vu la loi n° 90-07 du 28 juin 1990, relative à l'organisation et au contrôle des entreprises du secteur parapublic et au contrôle des personnes morales de droit privé bénéficiant du concours financier de la puissance publique ;

Vu le décret n° 2009-451 du 30 avril 2009, portant nomination du Premier Ministre ;

Vu le décret n° 2010-925 du 8 juillet 2010 portant répartition des services de l'Etat et du contrôle des établissements publics, des sociétés nationales, des sociétés à participation publique entre la Présidence de la République, la Primature et les ministères ;

Vu le décret n° 2011-80 du 18 janvier 2011 relatif à la composition du Gouvernement ;

Sur le rapport du Premier Ministre,

DECRETE :

Article premier - L'article premier du décret n° 2010-925 du 8 juillet 2010 susvisé est modifié ainsi qu'il suit :

« Article premier :

PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE

1° Cabinet du Président de la République et services rattachés

Après :

- Parc spécial automobile

Ajouter :

- Délégation générale au Festival Mondial des Arts Nègres.

Art. 2 - Le Premier Ministre et les Ministres sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret qui sera publié au *Journal officiel*.

Fait à Dakar le 27 janvier 2011.

Abdoulaye WADE.

Par le Président de la République :

Le Premier Ministre,

Souleymane Ndéné NDIAYE.

DECRET n° 2011-163 du 28 janvier 2011

portant nomination dans l'Ordre national du Lion à titre posthume.

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE :

Vu la constitution, notamment en ses articles 43 et 76 ;

Vu le décret n° 72-24 du 11 janvier 1972 portant le code de l'Ordre National du Lion, modifié par le décret n° 72-942 du 26 juillet 1972 ;

Vu le décret n° 2002-593 du 13 juin 2002 portant nomination du Grand Chancelier de l'Ordre National du Lion ;

Vu le décret n° 2009-451 du 30 avril 2009 portant nomination du Premier Ministre ;

Vu le décret n° 2010-1522 du 16 novembre 2010, portant réaménagement du Gouvernement ;

Vu la lettre n° 00143/MFA/CABMILJ du 11 janvier 2011 ;

Sur présentation du Grand Chancelier de l'Ordre National du Lion ;

DECRETE :

Article premier. - Les militaires dont les noms suivent sont nommés Chevalier dans l'ordre national du lion à titre posthume, pour le motif suivant :

Le 31 octobre 2010, à l'Ouest de Badiouré, dans le Département de Bignona, sont tués au cours d'une embuscade tendue par des éléments armés.

MM. Abraham Tendeng soldat de 1^o classe matricule 10 09 01335 du 25^o BRA, né le 12 juillet 1987 à Mboro ;

Moussa Diatta soldat de 1^o classe matricule 05 04 02553 du 25^o BRA, né le 14 avril 1984 à Kolda ;

Moussa Ngack Diagne soldat de 1^o classe matricule 01 09 02541 du 25^o BRA, né le 9 novembre 1988 à Yoff à Kolda.

Art. 2. - Le Ministre d'Etat, Ministre des Forces armées, le Grand Chancelier de l'Ordre national du Lion sont chargés, chacun en ce qui concerne, de l'exécution du présent décret qui sera publié au *Journal officiel*.

Fait à Dakar le 28 janvier 2011.

Abdoulaye WADE.

Par le Président de la République :

Le Premier Ministre,

Souleymane Ndéné NDIAYE.

PRIMATURE

ARRETE PRIMATORAL n° 828 en date du 14 janvier 2011 modifiant l'article 3 de l'arrêté primatorial n° 09296 du 21 octobre 2010 portant création du comité technique dans le cadre de l'audit du fichier électoral.

Article premier. - L'article 3 de l'arrêté primatorial n° 09296 du 21 octobre 2010 portant création du comité technique dans le cadre de l'audit du fichier électoral, est modifié ainsi qu'il suit :

Le comité technique est composé des membres suivants :

- le Chef de la Mission d'Audit ;
- un représentant de la Commission Electorale Nationale Autonome et son suppléant ;

- un représentant du Directeur général des Elections ;

- un représentant de la Direction des Affaires Générales et de l'Administration Territoriale ;

- un représentant de la Direction de l'Automatisation des fichiers ;

- un représentant de la Direction des Opérations électorales ;

- un représentant de la Direction de la Formation et de la Communication ;

- un représentant du Ministère des Affaires étrangères ;

- un représentant du Ministère de la Justice ;

- un représentant du Ministère de la Décentralisation et des Collectivités Locales ;

- un représentant du Centre national d'Etat civil ;

- un représentant de l'Agence nationale de la Statistique et de la Démographie

- Les représentants des coalitions des partis politiques (un titulaire et un suppléant) :

- Mouvance présidentielle ;

- « Bennoo Siggil Senegaal » ;

- « Bennoo Taxawal Senegaal » ;

- Partis non-alignés ;

- Partis indépendants ;

- un représentant de la société civile ;

- Les experts associés à l'équipe de la Mission d'audit.

En cas de besoin, le comité technique peut s'adjoindre toute personne disposant de la bonne connaissance des thématiques abordées lors de la réunion du comité, nonobstant son appartenance à l'une des entités composant le Comité.

Art. 2. - Le Ministre d'Etat, Ministre des Affaires Etrangères, le Ministre d'Etat, Ministre de l'Intérieur, le Ministre d'Etat, Ministre de l'Economie et des Finances, Ministre d'Etat, Ministre de la Justice, Ministre de la Décentralisation et des Collectivités Locales et le Président de la Commission Electorale Nationale Autonome (C.E.N.A.) sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel*.

**MINISTRE DE L'ECONOMIE
ET DES FINANCES**

DECRET n° 2011-100 en date du 24 janvier 2011
portant création et fixant les attributions de
la Recette perception municipale de Saint Louis.

Article premier : il est créé, dans le département de Saint-Louis, un poste comptable secondaire du trésor dénommé « Recette-perception municipale de Saint-Louis » chargé de l'exécution des opérations du budget de la commune de Saint-Louis.

Elle est également compétente pour effectuer des opérations de trésorerie liées à ses attributions ou qui lui sont expressément confiées.

Le cas échéant, d'autres opérations pourront y être assignées par arrêté du Ministre chargé des Finances.

Art. 2. - La Recette-perception municipale de Saint-Louis est dirigée par un fonctionnaire du cadre du Trésor de la hiérarchie A qui prend le titre de « Receveur-percepteur de Saint-Louis ».

La Direction de ce poste peut, à titre exceptionnel, être confiée à un fonctionnaire du cadre du Trésor de la hiérarchie B.

Le Receveur-percepteur municipal de Saint-Louis est nommé par arrêté du Ministre chargé des Finances.

Art. 3. - l'organisation et les règles de fonctionnement de la Recette perception municipale de Saint-Louis sont fixées, en tant que de besoin, par arrêté du Ministre chargé des Finances.

Art. 4. - La date de démarrage des activités de Recette perception municipale de Saint-Louis est fixée par la décision du Ministre chargé des Finances.

Art. 5. - Le Ministre d'Etat, Ministre de l'Economie et des Finances est chargé de l'application du présent décret qui sera publié au *Journal officiel*.

DECRET n° 2011-140 en date du 27 janvier 2011 prescrivant l'immatriculation au nom de l'Etat d'une parcelle de terrain dépendant du domaine national, sise à Diamniadio, dans le Département de Rufisque, d'une superficie de 13 ha 56 a 12 ca, en vue de son attribution par voie de bail, prononçant sa désaffectation.

Article premier - Est prescrite l'immatriculation au nom de l'Etat du Sénégal, dans les formes et conditions prévues au titre II du décret n° 64-573 du 30 juillet 1964, notamment en ses articles 29, 36 et suivants, fixant les conditions d'application de la loi 64-46 du 17 juin 1964 relative au domaine national, d'une parcelle de terrain du domaine national située à Diamniadio, dans le département de Rufisque, d'une superficie de 13ha 56a 12ca environ, en vue de son attribution par voie bail.

Art. 2 - Est prononcée la désaffectation dudit terrain.

Art. 3 - Aucune indemnité n'est due pour la réalisation de cette opération, l'occupant étant bénéficiaire de la régularisation.

Art. 4 - Le Ministre d'Etat, Ministre de l'Economie et des Finances est chargé de l'exécution du présent décret qui sera publié au *Journal officiel*.

DECRET n° 2011-162 en date du 28 janvier 2011 portant modification des dispositions de l'article premier du décret n°2005-1115 du 21 novembre 2005 modifiant les dispositions de l'article premier du décret n° 2004-1278 du 28 septembre 2004 fixant le montant des indemnités dues aux titulaires de baux consentis sur l'assiette du projet de la Gare routière de Dalifort, ordonnant leur paiement aux ayants droit ou leur consignation et autorisant la prise de possession par l'Etat de l'assiette foncière dudit projet.

Article premier. - Sont modifiées ainsi qu'il suit, les dispositions de l'article premier du décret n° 2005-1115 du 21 novembre 2005 :

N° d'ordre	N° Lot	Identification du bénéficiaire	Valeur totale des bâtiments et autres aménagements réalisée
1	40	Moussa et Abdoulaye Ndoye	224.302.050
2	41	Héritiers de Feu El Hadji Alia Diene	34.675.000
3	42	Société africaine de Bois « SAB SA » rep Abass Khalil Hachem	238.350.000
4	43	Ibrahima Aïdara	38.772.777
5	44/Partie	Bara Guèye	175.069.182
6	45/Partie	Amadou Niang Héritiers de feu Assane Niang	3.030.000
7	47/Partie	M ^{me} Mounayar	13.752.150
Total			757.951.159

Le reste demeure sans changement.

Art. 2. - Le Ministre d'Etat, Ministre de l'Economie et des Finances est chargé de l'exécution du présent décret qui sera publié au *Journal officiel*.

MINISTERE DE L'ENVIRONNEMENT ET DE LA PROTECTION DE LA NATURE

ARRETE MINISTERIEL n° 1246 MEPN-DEFC en date du 3 février 2011 prorogeant la durée de la campagne d'exploitation forestière 2010 et fixant les modalités d'organisation de la campagne d'exploitation forestière 2011.

TITRE I. - DE L'OUVERTURE ET DE LA FERMETURE DE LA CAMPAGNE D'EXPLOITATION FORESTIERE.

Article premier. - La durée de la Campagne d'exploitation forestière 2010, pour les produits contingentés, est prorogée jusqu'au 28 février 2011.

Toutefois, pour le charbon de bois, seule la délivrance des permis de coupe, établis sur la base des constats de production de charbon issu de la carbonisation du bois déjà coupé à la date du 31 décembre 2010, est autorisée. Toute nouvelle coupe de bois dans les chantiers de 2010 durant la période est interdite.

Au-delà du 28 février 2011, les quantités restantes seront déduites de la campagne d'exploitation forestière 2011.

Art. 2 - La Campagne d'exploitation forestière 2011, pour les produits contingentés, est ouverte du 1er janvier au 31 décembre 2011.

Les coupes de bois dans les parcelles se feront du 1er janvier au 31 octobre 2011. Au-delà de cette date, seules les opérations de façonnage du bois, de confection des mesures, de carbonisation et d'évaluation des produits seront autorisées.

Art. 3. - Une période de repos végétatif de deux mois, août-septembre, sera observée partout où l'exploitation est autorisée. Dans les forêts aménagées, les périodes de repos sont en principe indiquées dans les plans d'aménagements.

Le président de Conseil régional de la Région ouverte à l'exploitation, sur proposition de l'inspecteur régional des Eaux et Forêts, prendra un arrêté fixant les dates de repos végétatif dans les forêts aménagées.

TITRE II. - DE LA CATÉGORISATION DES PRODUITS FORESTIERS CONTINGENTES.

Art. 4. - Les produits contingentés sont le charbon de bois, le bois d'œuvre, le bois de service et le bois d'artisanat.

Art. 5. - Le charbon de bois est issu de la transformation par le biais de la carbonisation des espèces classées dans la catégorie bois énergie. L'utilisation de la meule Casamance est de rigueur pour la carbonisation ou tout autre procédé ayant un rendement supérieur.

Art. 6. - Le bois d'œuvre regroupe toutes les essences partielles protégées ou non protégées et utilisées dans la menuiserie/ébénisterie, la construction (charpente) et dans l'industrie, dont les diamètres d'exploitabilité sont spécifiés dans le décret fixant les taxes et redevances en matières d'exploitation forestière. Il s'agit entre autres du kapkier (*Bombax costatum*), du caïlcadrat (*khaya senegalensis*), du linké (*Azélia africana*), du dimb (*Cordyla pinnata*), du santan (*Daniellia oliveri*).

Art. 7. - Le bois de service comprend les tiges de bambou, mes panneaux de « crinting », les piquets, les poteaux et les perches.

Art. 8. - Le bois d'artisanat regroupe :

- d'une part : les palmiers et rôniers morts, les espèces utilisées pour la confection de pirogues ;

- d'autre part : les sujets morts des espèces partiellement protégées ou non protégées, dont les diamètres sont supérieurs à 10 cm et inférieurs aux diamètres d'exploitabilité spécifiés dans le décret fixant les taxes et redevances en matière d'exploitation forestière et ayant une longueur maximales de 1,5 m.

Le bois d'artisanat concernant les sujets morts est divisé en deux catégories :

- le bois d'artisanat à usage de sculpture ;
- le bois d'artisanat destiné à la menuiserie.

Leur exploitation sous forme de bois de chauffe est interdite.

TITRE III. - DES ZONES OUVERTES À L'EXPLOITATION.

Art. 9. - L'exploitation forestière est autorisée dans toute formation forestière si les dispositions de son plan d'aménagement, validé par le Service des Eaux et Forêts, l'a prévue.

Art. 10. - A l'exception des produits, en particulier du charbon de bois, provenant des parcelles de reboisement individuelles ou collectives, des formations forestières ou des périmètres de reboisement/restauration en régie ayant fait l'objet d'un plan d'aménagement, l'exploitation des produits contingentés est seulement autorisée dans les régions suivantes :

- région de Kolda : tout produit contingenté ;
- région de Sédhiou : tout produit contingenté ;
- région de Tambacounda : tout produit contingenté excepté le bois d'œuvre ;
- région de Kédougou : bois de service, bois d'artisanat ;
- région de Ziguinchor : bois d'artisanat, pirogues.

TITRE IV. - DES PROCEDURES POUR LA PRODUCTION DE CHARBON DE BOIS

Art. 11. - Hormis la carbonisation des produits issus de défrichement ou des parcelles de reboisement privées, la production de charbon de bois est exclusivement faite dans les forêts aménagées.

Art. 12. - Dans les forêts aménagées dont la gestion relève de la compétence des Collectivités locales, la possibilité est exploitées par :

- les habitants des villages ou quartiers riverains membres des structures locales de gestion des forêts communément appelées les « populations locales »
- les organismes d'exploitants forestiers par le biais, soit d'une contractualisation avec les Collectivités locales, soit de la vente de coupe par adjudication.

Art. 13. - Dans chaque forêt communautaire aménagée, les quantités de charbon de bois exploitées par les populations locales et celles mises en contractualisation sont déterminées, notamment dans les régions de Tambacounda et Kolda, lors des négociations entre l'Union nationale des Coopératives d'exploitants forestiers (UNCEFS) et les Structures locales de Gestion des Forêts aménagées (SLGF) déléguaires de pouvoir des présidents de Collectivités locales.

Art. 14. - Chaque Structure locale de Gestion de la Forêt aménagée (SLGF) propose au Président de Conseil rural ou Maire dont une forêt relevant de sa compétence est aménagée les quantités de charbon de bois dont l'exploitation est réservée aux populations locales sur la base de leur performance antérieure dûment attestée par l'inspecteur Régional des Eaux et Forêts.

Art. 15. - Déduction faite des quantités de charbon de bois dont l'exploitation est réservée aux populations locales, le reste de la possibilité est alloué aux organismes des exploitants forestiers conformément aux dispositions de l'article 13.

Art. 16. - Les modalités d'exploitation de cette part de la possibilité sont consignées dans un protocole d'accord signé entre le Président de la Structure locale de Gestion de la forêt (SLGF) et le Président de l'Union nationale des Coopératives d'Exploitants forestiers (UNCEFS). Il est visé par le chef d'inspection régionale des Eaux et Forêts et le président du Conseil rural concernés.

Ce protocole est complété par un cahier des charges signé individuellement par les présidents d'organismes au moment de leur installation dans les parcelles.

Art. 17. - Sur la base de leurs performances lors de la campagne d'exploitation forestière précédente, l'IREF, pour chaque forêt communautaire aménagée, propose une affectation d'organismes d'exploitants forestiers aux Présidents de Conseil rural ou Maires concernés, tirés de la liste des organismes d'exploitants forestiers agréés par le Ministère de l'Environnement et de la Protection de la Nature. A ces organismes, on effectue un premier lot allant de 500 à 2.000 quintaux de charbon de bois. Cette répartition est récapitulée et consolidée au niveau régional.

Art. 18. - Au bout de trois mois, une évaluation est faite sur le terrain pour apprécier la performance technique et organisationnelle des organismes affectataires. A l'issue de cette évaluation et sur proposition du Chef d'Inspection régionale des Eaux et Forêts, les quantités précédemment allouées peuvent être augmentées ou diminuées en fonction des niveaux de performance.

Cette évaluation concerne également les niveaux d'exécution des parts des possibilités allouées aux populations locales

Art. 19. - La liste des organismes affiliés à l'UNCEFS et pouvant être intéressés par l'allocation de la ressource forestière par le biais de la contractualisation se trouve en annexe 1.

Art. 20. - Les possibilités en bois énergie des forêts aménagées de Tambacounda, Kolda, Sédhio, Ziguinchor, Kaolack, Kaffrine et Fatick se chiffrent à 325.089 m³. Ce volume correspond à 778.228 quintaux si la carbonisation est réalisée avec la meule Casamance. La liste des forêts aménagées avec leurs possibilités de 2011 se trouve en annexe 2.

Art. 21. - Le fichage et l'installation des sourghas par les organismes doivent intervenir au plus tard le 30 avril 2011. Passé ce délai constaté dans le rapport de l'IREF, l'organisme ne pourra plus le faire sauf autorisation expresse du Directeur des Eaux et Forêts.

Art. 22. - Afin de pouvoir identifier les membres des comités villageois intervenant dans la production, il est délivré gratuitement une carte de producteur par la SLGF. Cette carte est visée par le chef de brigade ou de tirage.

Art. 23. - L'établissement des cartes de producteurs doit également être fait au plus tard le 30 avril 2011. Passé ce délai, le comité villageois ne pourra plus faire établir de nouvelles cartes.

Art. 24. - L'utilisation de la main d'œuvre étant réglementée, elle n'est autorisée qu'aux organismes d'exploitants professionnels, détenteurs de la carte professionnelle.

Art. 25. - Le fichage est fait sur la base maximale de 300 quintaux par sourgha.

Art. 26. - La production de charbon par le biais de l'adjudication est ouverte à tous les opérateurs qui satisfont aux critères exigés. Un cahier des charges est signé par l'adjudicataire avant le démarrage de l'exploitation.

Art. 27. - Dans les zones aménagées, l'exploitation du charbon de bois est assujettie aux conditions suivantes :

- installation dans les parcelles de coupe des populations organisées en structures de gestion identifiables avec l'établissement de carte de producteur et/ou des organismes contractants, par le Conseil rural et le Service forestier ;
- paiement des taxes relatives au renouvellement annuel de la carte professionnelle d'exploitant forestier et des cartes d'employés ;
- signature du cahier des charges ;
- acquittement de la redevance.

TITRE V. - DES TITRES D'EXPLOITATION, DE DEPOT ET DE CIRCULATION

Art. 28. - Dans les zones aménagées, les permis de coupe sont délivrés sur présentation du constat de production délivré à l'organisme d'exploitants forestiers ou au producteur local par la SLGF.

Art. 29. - En zones aménagées, les permis de circulation sont établis sur présentation du permis de coupe délivré conformément aux dispositions de l'article 28 ci-dessus.

Art. 30. - La durée maximale de validité des titres d'exploitation est fixée comme suit :

- permis de coupe, toute catégorie de produit, 60 jours dans les zones non aménagées et 30 jours en zones aménagées ;
- permis de dépôt : sept mois à l'exception des pirogues qui ont une durée de validité de neuf mois
- permis de circulation : sa durée de validité varie selon la destination du produit et est laissée à l'appréciation du Chef d'Inspection régionale des Eaux et Forêts. Cependant, elle ne peut, en aucun cas, excéder 72 heures. En cas de panne du véhicule transportant des produits forestiers, la prolongation du permis de circulation ne peut dépasser 48 heures.

Art. 31. - Les permis de circulation arrivés à expiration, suite à une panne de véhicule de transport, ne peuvent être prorogés que par le Chef de l'Inspection régionale des Eaux et Forêts, ou le Chef de secteur des Eaux et Forêts, sur la base d'un constat justifié, effectué par le Chef de brigade forestière ou le Chef de triage concerné.

Le laissez-passer est uniquement utilisé à la gestion des entrées des produits à Dakar. Sa durée de validité est de 24 heures.

Art. 32. - Dans les zones non aménagées, l'intervalle minimale entre l'établissement des permis de coupe et celui des permis de circulation est de :

- 20 jours pour le charbon de bois ;
- dix jours pour les autres produits contingentés.

Art. 33. - Le poids du sac de charbon de bois est indexé à cinquante kilogrammes.

Art. 34. - L'évaluation des produits des chantiers d'exploitation se fera au fur et à mesure de la fin des opérations d'exploitation et de carbonisation. Les dépôts de produits sur chantier sont formellement interdits sauf autorisation spéciale du Directeur des Eaux et Chasses.

Art. 35. - Conformément aux dispositions du Code forestier, aucun produit forestier ne peut circuler s'il n'est accompagné d'un permis de circulation délivré par le Service des Eaux et forêts. Aucun autre document, notamment le bordereau de livraison ou la facture, ne peut le remplacer valablement.

TITRE VI. - DES PROCEDURES POUR L'EXPLOITATION DES AUTRES PRODUITS CONTINGENTES.

Art. 36. - L'exploitation des autres produits contingents est autorisée :

- aux détenteurs de la carte professionnelle d'exploitants forestiers organisés en coopératives, aux groupements d'intérêt économique, aux sociétés en cours de validité ;
- aux populations villageoises riveraines des forêts aménagées et regroupées en comités ;
- aux détenteurs d'une autorisation spéciale concernant les produits de défrichement ;
- aux personnes physiques et morales, répondant aux dispositions des cahiers des charges relatifs à l'adjudication des ressources forestières.

Art. 37. - L'exploitation des autres produits contingents est assujettie aux conditions suivantes :

Dans les zones non aménagées :

- à l'autorisation préalable du Président de la Communauté rurale ;
- à l'installation des organismes, par le Service forestier ;
- au paiement des taxes relatives au renouvellement annuel de la carte professionnelle d'exploitant forestier et des cartes d'employés ;
- au paiement des redevances.

Art. 38. - L'exploitation du bois d'œuvre n'est autorisée que dans les régions de Kolda et de Sédhiou et dans les forêts aménagées. Le nombre total de pieds et de 1.720 toutes espèces confondues, compte non tenu des possibilités des forêts aménagées dont l'exploitation se fera suivant les dispositions du plan d'aménagement.

La liste des scieries attributaires se trouve en annexe 3.

Art. 39. - L'exploitation du bois de service n'est autorisée que dans les régions de Tambacounda, Kédougou, Kolda, Sédhiou et dans les forêts aménagées. Le nombre total de panneaux de crinting est de 70.000 les tiges de bambou de 35.000.

La répartition par région se trouve en annexe 4 et 5.

Art. 40. - L'exploitation du bois d'artisanat n'est autorisée que dans les régions de Tambacounda, Kédougou, Kolda, Sédhiou et Ziguinchor. Les quantités autorisées sont de 59.960 stères pour le bois d'artisanat à usage de sculpture et 700 pieds pour le bois d'artisanat à usage de menuiserie.

La répartition par région et par organisme se trouve en annexe 6 et 7.

Art. 41. - L'exploitation des pirogues n'est autorisée que dans les régions de Ziguinchor, Kolda et Sédhiou. Les quantités autorisées sont de 110.

La répartition par région se trouve en annexe 8.

Art. 42. - A l'exception des produits provenant des forêts aménagées, l'exploitation du bois de vène n'est autorisée que dans le cadre du quota de bois d'artisanat, dans les régions de Kolda, de Sédhiou, de Tambacounda, de Kédougou et de Ziguinchor.

L'exploitation du vène porte exclusivement sur des sujets morts.

Art. 43. - La confection de mobilier en vène n'est autorisée que dans le cadre de l'exploitation du quota de bois d'artisanat à usage de menuiserie.

Le permis de circulation de ce mobilier ne peut être délivré que sur présentation d'un titre d'exploitation forestière. Néanmoins, le Chef de l'Inspection régionale des Eaux et Forêts peut, exceptionnellement, autoriser la circulation de ces produits finis.

Art. 44. - L'exploitation du dialambane (*Dalbergia melanoxylon*), essence intégralement protégée, est formellement interdite, sauf autorisation spéciale du Directeur des Eaux, Forêts et chasses pour des raisons scientifiques ou médicinales.

L'exploitation des sujets morts sur pied est suspendue durant cette présente campagne. Toutefois une dérogation peut être accordée par le Directeur des Eaux, Forêts et Chasses.

Art. 45. - A l'exception des produits provenant des forêts aménagées, l'exploitation commerciale des rôniers et autres palmiers est interdite. Toutefois, sur la base d'un constat effectué par les agents portant sur des morts, le Chef d'Inspection régionale des Eaux et Forêts peut ordonner la délivrance de titre d'exploitation à des fins d'usage domestique moyennant le paiement de la redevance y afférente.

Art. 46. - L'exploitation du bois d'artisanat à usage de sculpture d'une quantité supérieure à trente (30) stères dans les zones non aménagées se fait obligatoirement après fichage des employés.

Le fichage pour l'exploitation des autres produits ligneux est laissé à l'appréciation du Chef d'Inspection régionale des Eaux et Forêts.

Art. 47. - La répartition des quotas en zones non aménagées, pour les autres produits contingentés, tient compte des critères suivants :

- le niveau du quota annuel ;
- le niveau d'exécution du quota alloué à chaque organisme lors de la campagne d'exploitation forestière 2010 ;
- le respect des dispositions réglementaires en matière d'exploitation forestière ;
- la contribution aux efforts de protection, de reboisement et de restauration du couvert forestier.

Art. 48. - Dans les zones non aménagées, la répartition du quota régional dans les différentes communautés rurales concernées est faite par la Commission régionale, d'attribution des quotas présidée par le Président du Conseil régional. Cette répartition est faite, au plus tard un mois après la signature du présent arrêté.

Art. 49. - Dans les zones non aménagées, les présidents de Conseil rural concernés indiquent, avec l'appui du service des Eaux et Forêts, les zones d'exploitation et les chantiers de coupe dans les forêts de leur ressort.

Art. 50. - L'exploitation forestière pour toute nature de produits est arrêtée dès épuisement des quotas.

TITRE VII. - DE L'IMPORTATION ET DE L'EXPORTATION DES PRODUITS FORESTIERS

Art. 51. - Les importations des produits forestiers contingentés au Sénégal, sont soumises à une autorisation préalable d'importer délivrée par le Directeur des Eaux, Forêts et Chasses.

Les autorisations d'importer ne sont délivrées, sauf dérogation du Directeur des Eaux, Forêts et Chasses, qu'aux détenteurs d'une carte d'import-export ou d'une carte de membre d'un organisme d'exploitants forestiers agréé.

Art. 52. - Aucun produit forestier importé par voie maritime, aérienne ou terrestre ne peut circuler ou être mis en dépôt l'intérieur du territoire national sans un permis délivré par le Service des Eaux et Forêts.

Ce permis est gratuit et délivré au vu d'un certificat d'origine et des documents d'importation délivrés par la Douane.

Art. 53. - Les produits contingentés sont exclusivement destinés à la consommation nationale et ne peuvent faire l'objet d'exportation.

TITRE VIII. - AUTRES DISPOSITIONS

Art. 54. - La vente, la cession et l'échange de la carte professionnelle d'exploitant forestier sont formellement interdits.

Art. 55. - La vente, la cession et l'échange de permis d'exploitation sont formellement interdits. Les permis qui en feront l'objet seront confisqués nonobstant les sanctions prévues par le Code forestier.

Art. 56. - Tout litige grave au sein d'un organisme peut entraîner le blocage ou la suspension de ses activités d'exploitation. Il en est même pour les structures locales de gestion des forêts.

Art. 57. - Tout organisme n'ayant pas respecté les dispositions du cahier des charges sera frappé d'une sanction pouvant aller jusqu'au non renouvellement de la carte professionnelle.

Art. 58. - Tout producteur local n'ayant pas respecté les prescriptions techniques des plans d'aménagement sera frappé d'une sanction pouvant aller jusqu'à son exclusion des activités d'exploitation.

Art. 59. - Les quantités de piquets exploitées sont laissées à l'appréciation du Chef d'inspection régionale des Eaux et Forêts.

Les autorisations à titre gratuit pour l'exploitation des piquets sont suspendues, sauf dérogation du Directeur des Eaux, Forêts et Chasses.

Art. 60. - L'exploitation du bois de chauffe provenant des régions de Tambacounda, Kolda et Sédhiou peut être exceptionnellement autorisée par le Directeur des Eaux et Forêts lors des grands événements religieux.

Le bois de chauffe ne concerne que le bois mort. Il ne peut être transporté que fendu pour les bois de diamètre compris entre 10 et 15 cm et débité à une longueur ne dépassant pas 1,5 m.

Art. 61. - Les infractions aux dispositions du présent arrêté sont sanctionnées conformément aux dispositions du Code forestier.

Art. 62. - Les Gouverneurs de région, les Présidents de Conseil régional et le Directeur des Eaux, forêts et Chasses sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel*.

ANNEXES

Annexe 1. - Liste des organismes agréés pour la production de charbon par le biais de la contractualisation UNCEFS-SLGF

N°	CPEF	ORGANISMES
1	01/D	Coop Diourbel
2	02/D	Coop Bambey
3	05/D	GIE Al Hazar Transport
4	06/D	Coopérative Touba Mosquée
5	07/D	GIE Niaux Jarinu
6	08/D	GIE Sope Cheikh Massamba
7	01/DK	Coop Bûcherons Cap Vert
8	02/DK	EGID
9	03/DK	Coop Hann Equipe
10	04/DK	Coop Pikine Djidda II
11	05/DK	Coop Djoubo Liguéy
12	06/DK	Coop Sculpteurs Cap Vert
13	10/DK	Coop Sculpteur G. Yoff
14	11/DK	Refdi Nimzatt
15	12/DK	Coop Yakar Liguéy
16	13/DK	Nanoundiral
17	15/DK	Coop Sam II Bis
18	17/DK	SIGB
19	18/DK	SOPROFOREST
20	20/DK	GIE Bok Yakar
21	21/DK	Thiellé Thiaroye
22	22/DK	GIE Gibraltar
23	42/DK	GIE Bati-Press
24	23/DK	GIE Mbagne Nofflaye
25	24/DK	Ndiaye et famille
26	25/DK	COGINEC
27	30/DK	GIE Hamdallaye
28	32/DK	GIE AFPE
29	33/DK	GIE Gouye Gal
30	37/DK	GIE Jeunesse Action
31	40/DK	GIE Nulanguée Design
32	45/DK	GIE Khadim Rassoul
33	44/DK	GIE Kosso Entreprise
34	41/DK	GIE Mouniale
35	46/DK	GIE Gounass Syviculture
36	47/DK	GIE ACSARE
37	48/DK	GIE Cheikha

N°	CPEF	ORGANISMES
38	49/DK	GIE Parc Pikine Djidjah
39	50/DK	GIE And Bolo Loguey
40	51/DK	Coopérative Gnillane Samb
41	52/DK	GIE Multi-Services Diakha Loum
42	53/DK	GIE Goxbi
43	54/DK	GIE Wakeur Cheikh Bassirou Mbacké
44	55/DK	GIE Macola
45	56/DK	GIE Al Hamdoulilah
46	57/DK	GIE Gotel Malika
47	58/DK	GIE Niaux Jannu
48	59/DK	GIE PRODAF/MSD
49	01/FK	Coop Sine
50	02/FK	Foundiougne
51	03/FK	Léona Sokone
52	04/FK	SOCOTRACO
53	05/FK	GIE Bokom Diom
54	01/KF	GIE stylo-agricole de Sagna
55	02/KF	GIE des exploitants forestiers « And Liguéy » de Koungheul
56	03/KF	GIE Mixte d'Exploitants forestiers de Koungheul
57	04/KF	GIE Taif Koungheul
58	05/KF	GIE Natal Alebi
59	06/KF	GIE Diapate Garap
60	07/KF	GIE Mixte de Darou Kaffat
61	08/KF	GIE Fass Diom
62	09/KF	GIE Mbayène
63	10/KF	GIE Ndioum Nguent
64	11/KF	GIE Touba Koya
65	12/KF	GIE Deggo Liguéy Médina Sa'am
66	13/KF	GIE Dundel Garap
67	14/KF	GIE Diakaw Saloum
68	15/KF	GIE Wumitobe ladde
69	01/KF	Coop Dialègre
70	02/KF	Coop Koungheul charbon
71	03/KF	Léona Kaolack
72	04/KK	Coop Malème Hoddar
73	05/KK	Coop Kaolack Banlieue
74	06/KK	Coop Maka Yopp
75	07/KK	SENEXPLOIT
76	08/KK	Coop Touba Koungheul
77	09/KK	Coop Koungheul Bambouck

N°	CPEF	ORGANISMES
78	10/KK	Coop Touba Ndong
79	11/KK	Coop Nioro du Rip
80	12/KK	Coop Ndongfane
81	13/KK	Coop Ndoukoumane
82	14/KK	SEMVAFORT
83	15/KK	SOSEXFORMA
84	16/KK	Coop Pakalamandakh
85	17/KK	Coop Bamba Moussa
86	18/KK	Coop Mbaracounda
87	19/KK	Coop Khosnane
88	20/KK	Coop Bongré
89	22/KK	Coop Bamba Mamadou
90	23/KK	Coop K. Yoro Mbaro
91	24/KK	Coop Kaffrine Escalé
92	25/KK	Coop Malème Sérigne
93	26/KK	Coop Mabo
94	27/KK	Coop Dmguène Kaff
95	28/KK	Coop Pey Bamba
96	29/KK	Coop SEFOTACK
97	30/KK	Coop Douba Loumpour
98	34/KK	GIE Dioubo Liguéy
99	35/KK	GIE Saré Bondji
100	36/KK	GIE Bok Dioubo
101	37/KK	GIE And Dioubo
102	38/KK	GIE Kounghoul Santhie
103	39/KK	GIE Naoudourou
104	41/KK	GIE Kounghoul Mali
105	42/KK	GIE Kounghoul Bambouck
106	43/KK	GIE Sopp Garab
107	44/KK	GIE Al Harakatou Barakatou
108	45/KK	GIE Tackou Liguéy
109	49/KK	GIE Explt F. Kgh.Diamag
110	51/KK	GIE Takku L. de Kounghoul
111	52/KK	GIE Saracounda de Kghl
112	53/KK	GIE Taif Kounghoul
113	54/KK	GIE Sam Ngayenne
114	55/KK	GIE des Expltts forestiers
115	56/KK	GIE Bok Diom Kgh Mali
116	57/KK	GIE And Takkou
117	58/KK	GIE Kounghoul
118	59/KK	GIE Deggo Diamaguène de Kounghoul
119	60/KK	GIE Taif Ndionéne

N°	CPEF	ORGANISMES
120	61/KK	GIE Le Saloum
121	01/KD	Coop Bounkiling
122	02/KD	Coop Vélingara
123	03/KD	Coop Kolda
124	04/KD	Coop Bantanguel
125	06/KD	Coop Kounkané
126	07/KD	Grpt.Lépreux Kolda
127	09/KD	GIE Dental
128	11/KD	GIE Médina Wandifa
129	13/KD	GIE Diyabougou Coly
130	14/KD	GIE Wandifa Koura
131	15/KD	GIE Dabakh Sikilo Nord
132	16/KD	GIE Sinthiou Babou Saye
133	09/L	GIE Takku Liguéy
134	01/L	Coop Louga
135	02/L	Coop Linguère
136	03/L	Coop Kébémér
137	04/L	Coop Mouck Mouck
138	06/L	Coop Dahra
139	07/L	GIE Ngaré Ligoden
140	13/L	GIE Xeweul
141	14/L	GIE Khitmatoul Khadim
142	15/L	GIE Ardecom
143	16/L	GIE Bok Dolé
144	17/L	GIE And Takku Ligguel
145	19/L	GIE Sokhna Faty Issa Diop
146	20/L	GIE Bok Diom D. Khdouss Touba
147	21/L	GIE Sokhna Asta Dièye
148	22/L	GIE Diap Liguéy Baity Diop
149	23/L	GIE Ndiaye et Famille
150	24/L	GIE Comptoir du Niambour
151	25/L	Mouvement des jeunes Laobéa de Louga
152	26/L	GIE Sopp Borom Darou
153	27/L	GIE Jokoo Liguéy
154	28/L	GIE Darou Culture
155	29/L	GIE Bari Diam
156	30/L	GIE And Liguéy
157	31/L	GIE Kadd Gui
158	32/L	GIE Chiekh Saliou
159	33/L	GIE Sérigne Abdou Khoudouss
160	34/L	GIE Sopp Naby
161	35/L	GIE Amal

N°	CPEF	ORGANISMES
162	36/L	GIE Sope Serigne Ousmane Ndiaye
163	37/L	GIE Le Malaw
164	38/L	GIE Technologie du Millénaire
165	39/L	GIE Keur Dior
166	01/M	Coop Matam
167	02/M	Coop Nabadji Civol
168	03/M	Coop Bokidiawé
169	05/M	GIE Habaaadir Baasalé
170	06/M	GIE Dental Jaloubé de Matam
171	01/SD	GIE Le Mbollo
172	02/SD	GIE Tessito
173	03/SD	GIE Diek Diom Fagne Gathie
174	01/SL	Coop Loboudou Doué
175	02/SL	Coop Thiellé Boubacar
176	03/SL	Coop Fanaye
177	04/SL	Coop Guédé Village
178	05/SL	SOSECOM
179	06/SL	Coop Dialawaly
180	07/SL	Coop Fleuve
181	08/SL	Coop Podor
182	09/SL	Coop Ndioum
183	10/SL	Coop Dodel
184	11/SL	Coop Mpal
185	16/SL	Coop Walaldé
186	17/SL	GIE Ly et Frères
187	18/SL	GIE Famille Dièye de Mpal
188	19/SL	GIE Diatar
189	01/TB	Coop Koumpentoum
190	02/TB	Coop Sud Est Tamba
191	03/TB	Coop Charbonnière
192	04/TB	Coop Diamaguène Tamba
193	05/TB	Coop Niani
194	06/TB	Coop Missrah
195	07/TB	Kalankadougou
196	08/TB	Coop Kothiary
197	09/TB	Coop Méréto
198	10/TB	Coop Sinthiou Malème
199	11/TB	Groupement Model
200	12/TB	SOAMEFORT
201	13/TB	Fass Gounass
202	14/TB	GIE Niani
203	16/TB	GIE Bok Liguéy
204	17/TB	GIE Kawral
205	19/TB	GIE Agrosylvopastoral

N°	CPEF	ORGANISMES
206	20/TB	GIE Touba Bélel
207	21/TB	GIE Ngallou
208	22/TB	Ass.Des Hanséniens TB
209	24/TB	GIE Oriental Envment
210	25/TB	GIE Diam Ak Salam
211	29/TB	GIE Ndimbal Diaboth
212	30/TB	GIE Badema
213	31/TB	GIE Ida Mouride
214	32/TB	GIE Dianatou Mahwa
215	33/TB	GIE Gorgolou
216	34/TB	GIE Yakar Yalla
217	35/TB	GIE Gandiol de Tambacounda
218	36/TB	GIE Kawtal de Koumpentoum
219	37/TB	GIE Dabakh Malick
220	38/TB	GIE des Eleveurs de Malème Niani
221	39/TB	GIE Jokkere Emdam
222	40/TB	GIE Top et Famille
223	41/TB	GIE Nfansoucounda
224	42/TB	GIE Takku Liguéy de Tamba
225	43/TB	GIE Malène Niani
226	44/TB	GIE Kahone
227	45/TB	GIE Fassû Bara
228	01/TH	Coop Thiès
229	02/TH	Coop Sindia
230	03/TH	Coop Ndiassane
231	04/TH	Coop Pout
232	05/TH	SOEXFORCOM
233	06/TH	Coop Mbour
234	07/TH	Coop Dbo Liguéy SARL
235	08/TH	Chérif Lô
236	09/TH	GIE Taku Liguéy
237	10/TH	GIE Cayor Exploitation
238	12/TH	GIE Keur Cheikh
239	13/TH	GIE And Jerino Sunu Foré
240	14/TH	GIE Keur Abibatou
241	15/TH	GIE Sénégalaise Agro Pastorale
242	01/ZR	Coop Bignona
243	02/ZR	Coop Santhiaba
244	04/ZR	Coop Boucotte
245	07/ZR	Coop Néma
246	10/ZR	Coop Zchr Périphérique
247	11/ZR	Coop Dimbaya
248	13/ZR	Tenghory
249	14/ZR	Kagnarou

Annexe 2. - Liste des forêts aménagées avec leurs possibilités en bois énergie

KOLDA Forêt	N° Bloc	N° Parcelle à exploiter	Superficie (ha)	Possibilité bois énergie en 2011 (m3)	Equivalen en charbon de bois (q)
Thiéwal	1	4	760	7.327	17.754
	2	4	413	4.608	11.166
	3	4	513	5.090	12.333
	4	4	528	6.005	14.551
Sous Total Thiéwal			2.214	23.030	55.803
Bonconto	1	6	825	9.324	22.593
	2	4	907	9.820	23.795
Sous Total Bonconto			1.732	19.144	46.387
Saré Gardi	1	2	518	6.180	14.975
	2	2	353	4.381	10.616
Sous Total Saré Gardi			871	10.561	25.590
Kandiator	1	1	365	6.571	15.922
	2	2	1.474	19.723	47.790
	3	7	839	16.353	39.625
	4	1	1.040	15.225	36.891
	5	1	806	13.311	32.254
Sous Total Kandiator			4.524	71.183	172.482
Saré Bidji	1	3	502	5.777	13.998
	2	6	466	5.645	13.678
	3	4	413	4.884	11.834
	4	3	577	6.290	15.241
	5	1	917	4.412	10.691
Sous Total Saré Bidji			2.875	27.008	65.442
Darou Salam Thierno	1	2	96	643	1.078
	2	3	192	1.391	2.332
Sous Total Darou Salam Thierno			288	2.034	3.140
TOTAL GENERAL KOLDA			12.504	152.960	369.115

SEDHIOU

Forêt	1	1	376	3.126	7.564
Sakar	2	7	333	2.123	5.137
	3	8	337	2.255	5.457
	4	1	309	2.398	5.803
	5	5	236	1.863	4.508
Sous Total Sakar			1.591	11.765	28.469
TOTAL GENERAL SEDHIOU			1.591	11.765	28.469

TAMBACOUNDA

Forêt	N° Bloc	N° Parcelle à exploiter	Superficie (ha)	Possibilité bois énergie en 2011 (m3)	Equivalent en charbon de bois (q)
Missirah-Kouthiary	1	5	1.504	11.068	26.819
	2	6	1.401	8.450	20.475
	3	1	1.141	6.294	15.251
	4	8	669	4.978	12.062
	5	7	754	6.005	14.551
Sous Total Missirah-Kouthiary			5.469	36.795	89.157
Koar	1	6	1.098	9.093	22.033
	2	8	903	7.303	17.696
	3	7	565	4.585	11.110
	4	8	952	8.099	19.625
	5	3	743	7.539	18.268
	6	5	934	7.885	19.106
	7	6	746	5.948	14.412
	8	2	1.051	8.139	19.721
	9	6	851	7.216	17.485
Sous Total Koar			7.843	65.307	159.455
Nétéboulou	1	2	60	401	972
	2	4	130	716	1.735
	3	8	106	680	1.648
	4	2	148	902	2.186
	5	8	169	1.357	3.288
	6	7	146	916	2.220
	7		111	639	1.548
Sous Total Nétéboulou			870	5.611	13.596
Sitaniaoulé	1	7	490	4.219	10.222
	2	3	815	7.294	17.674
	3	5	624	4.962	12.024
Sous Total Sitaniaoulé			1.929	16.475	39.919
Koulor	1	3	227	1.516	3.673
	2	3	227	3.803	9.215
	3	5	779	4.934	11.955
	4	8	553	4.556	11.040
	5	2	935	5.366	13.002
	6	6	999	4.862	11.781
Sous Total Koulor			3.720	25.037	60.667
TOTAL GENERAL TAMBACOUNDA			19.831	149.725	362.794

ZIGUINCHOR

Forêt	N° Bloc	N° Parcelle à exploiter	Superficie (ha)	Possibilité bois énergie en 2011 (m3)	Equivalent en charbon de bois (q)
Kalounayes	B4	10	250	950	1.593
	B7	1	250	950	1.593
	C4	3	250	950	1.593
	C5	14	250	950	1.593
	C8	9	250	950	1.593
	D5	13	250	950	1.593
	D6	6	250	950	1.593
	D7	1	250	950	1.593
	E3	1	250	950	1.593
	G2	14	250	950	1.593
Sous Total Kalounayes			2.500	9.500	15.930
TOTAL GENERAL ZIGUINCHOR			2.500	9.500	15.930

KAOLACK

Forêt	N° Bloc	N° Parcelle à exploiter	Superficie (ha)	Possibilité bois énergie en 2011 (m3)	Equivalent en charbon de bois (q)
Sambandé	1	4a	56	224	381
	2	4b	54	217	369
Sous Total Sambandé			110	441	750
TOTAL GENERAL KAOLACK			110	441	750

FATICK

Forêt	N° Bloc	N° Parcelle à exploiter	Superficie (ha)	Possibilité bois énergie en 2011 (m3)	Equivalent en charbon de bois (q)
Diomboss	1	1	16	110	169
Sous Total Diomboss			16	110	169
TOTAL GENERAL FATICK			16	110	169

KAFFRINE

Forêt	N° Bloc	N° Parcelle à exploiter	Superficie (ha)	Possibilité bois énergie en 2011 (m3)	Equivalent en charbon de bois (q)
DankoU	1	8a	50	147	250
	2	10a	50	147	250
	3	21a	50	147	250
	4	28a	50	147	250
Sous Total Danko			200	588	1.000
TOTAL GENERAL KAFFRINE			200	588	1.000

Annexe 3. - Répartition du quota de bois d'oeuvre aux scieries

N°	CPEF	Scieries	Caillédérat	Dimb	Linké	Santan	Kapokier	TOTAL
1	10/KO	RENAISSANCE	59	28	60	41	27	215
2	17/KO	GIE EXPLOITATION F.SUD	30	20	20	30	22	122
3	09/DK	DERICOURT/SAB	40	34	50	22	42	188
4	15/ZR	SAF7 TIBOR	25	20	20	10	10	85
5	03/ZR	SCIERIE KAMOU	51	10	30	15	10	116
6	12/KO	GETPLS	33	12	30	20	14	109
7	12/ZR	BOUTOLATTE	30	20	30	15	15	110
8	09/ZR	SOCEFCA	40	23	30	37	30	160
9	27/DK	GIE T DIA	16	10	20	10	10	66
10	16/ZR	CASA-BOIS	10	10	10	10	10	50
11	08/DK	CAFAL	0	0	0	0	200	200
12	28/DK	GYLS	54	11	50	5	5	125
13	05/KO	KOUSSY	27	46	50	21	30	174
TOTAL			415	244	400	236	425	1.720

Annexe 4. - Répartition des quotas de panneaux de crinting et des tiges de bambou

Régions	Panneaux de crinting (unités)	Tiges de bambou (unités)
Kolda	20.000	15.000
Sédhiou	15.000	5.000
Tambacounda	5.000	
Kédougou	30.000	15.000
TOTAL	70.000	35.000

Annexe 5. - Répartition du quota de palmiers et rôniers morts par région

Régions	Quota alloué (unité)
Kolda	15
Sédhiou	35
Ziguinchor	60
TOTAL	110

Annexe 6. - Répartition des quantités de bois d'artisanat à usage de sculpture

- Par Régions

Régions	Quota alloué (unité)
Kolda	18.720
Sédhiou	10.920
Tambacounda	27.850
Ziguinchor	120
Réserve	2.400
TOTAL	59.960

Par Organisme et par Région :

N°	CPEF	ORGANISMES	TAMBA	KOLDA	SEDHIOU	ZIGUNCHOR	TOTAL
1	01/D	Coop Diourbel	180	120			300
2	02/D	Coop Bambey	120		120		240
3	06/D	Coopérative Touba Mosquée	120		120		240
4	08/D	GIE Sope Cheikh Massamba	120	120			240
5	01/DK	Coop Bûcherons Cap Vert	120	120			240
6	02/DK	EGID	120	120			240
7	03/DK	Coop Hann Equipe	120	120			240
8	04/DK	Coop Pikine Djidda II	180	120			300
9	05/DK	Coop Dioubo Liguey	240	240			480
10	06/DK	Coop Sculpteurs Cap Vert	120		120		240
11	10/DK	Coop Sculpteurs Grand Yoff	120	300			420
12	11/DK	Refdi Nimzatt	180	120			300
13	12/DK	GIE Yakar Liguey	120		120		240
14	13/DK	Nanoundiral	120	180			300
15	15/DK	Coop Sam II Bis	120		120		240
16	17/DK	SICB	120	180			300
17	18/DK	SOPROFOREST	120		120		240
18	20/DK	GIE Bok Yakar	120	120			240
19	21/DK	Thillé Thiaroye	120		120		240
20	22/DK	GIE Gibraltar	120	120			240
21	23/DK	GIE Mbagne Nofflaye	120	120			240
22	24/DK	Ndiaye et Famille	120	240			360
23	25/DK	COGINEG	120		120		240
24	30/DK	GIE Hamdallaye II	120		120		240
25	32/DK	GIE AFPE	240	180			420
26	33/DK	GIE Gouye Gal	180	180			360
27	34/DK	GIE YaaKar	240	300			540
28	35/DK	GIE Fédération des F. Bois	370	370			740
29	37/DK	GIE Jeunesse Action	120		120		240
30	39/DK	GIE Art.Sculpteurs Ch. M. Fadel	240		240		480
31	40/DK	GIE Nulangèe Design	240		240		480
32	41/DK	GIE Mouniale	120		120		240
33	42/DK	GIE Bati-Presse	120		120		240
34	44/DK	GIE Kosso Entreprise	120	120			240
35	45/DK	GIE Khadim Rassoul	120		120		240
36	46/DK	GIE Gounass SyLviculture	120		120		240
37	47/DK	ACSARE	120		120		240
38	48/DK	GIE Cheikhna	120	120			240
39	49/DK	GIE Parc Pikine Djidah	120		120		240
40	50/DK	GIE And Bolo Ligguey	120		120		240
41	51/DK	Coopérative Gniane Samb	120		120		240
42	52/DK	GIE Multi-Services Diakha Loum	120		120		240
43	55/DK	GIE Macola	120		120		240
44	56/DK	GIEAI Hamdoulilah	120		120		240
45	57/DK	GIE Gotel Malika	120		120		240

N°	CPEF	ORGANISMES	TAMBA	KOLDA	SEDHIOU	ZIGUNCHOR	TOTAL
46	01/FK	Copp Sine	120		120		240
47	02/FK	Foundiougne	120	120			240
48	03/FK	Léona Sokone	120		120		240
49	04/FK	SOCOTRACO	180	240			420
50	05/FK	GIE Bokom Diom	120	120			240
51	01/KF	GIE Sylvo-Agricole de Sagna	120		120		240
52	02/KF	GIE des Expl. for. « And Liguèye »	120		120		240
53	03/KF	GIE Mixte d'Exploitants forestiers	120		120		240
54	04/KF	GIE Taïf Kounghoul	120		120		240
55	07/KF	GIE Mixte de Darou Kaffatt	120		120		240
56	09/KF	GIE Mbayène		120	120		240
57	10/KF	GIE Ndioum Nguent		120	120		240
58	11/KF	GIE Touba Koya		120	120		240
59	01/KK	Coop Dialègne	120	240			360
60	02/KK	Coop Kounghoul charbon	120		120		240
61	03/KK	Léona Kaolack	120		120		240
62	04/KK	Coop Malème Hoddar	120	120			240
63	05/KK	Coop Kaolack Banlieue	120		120		240
64	06/KK	Coop Maka Yopp	120	120			240
65	07/KK	SENEXPLOIT	120		120		240
66	08/KK	Coop Touba Kounghoul	120		120		240
67	09/KK	Coop Kounghoul Bambouck	120		120		240
68	10/KK	Coop Touba Ndong	120	120			240
69	11/KK	Coop Nioro du Rip	120		120		240
70	12/KK	Coop Ndoffane	120		120		240
71	13/KK	Coop Ndoukoumane	120		120		240
72	14/KK	SEMVAFOR	120	120			240
73	15/KK	SOSEXFORMA	120		120		240
74	16/KK	Coop Pakalamandakh	120	120			240
75	17/KK	Coop Bamba Moussa	120		120		240
76	18/KK	Coop Mbaracounda	120		120		240
77	19/KK	Coop Khosnane	120		120		240
78	20/KK	Coop Bongré	240		120		360
79	22/KK	Coop Bamba Mamadou	240	300			540
80	23/KK	Coop K. Yoro Mbaro	120	120			240
81	24/KK	Coop Kaffrine Escalé	120	120			240
82	25/KK	Coop Malène Sérigne	120		240		360
83	26/KK	Coop Mabo	120	120			240
84	27/KK	Coop Diamaguène Kaffrine	120	120			240
85	28/KK	Coop Pey Bamba	120	120			240
86	29/KK	SEFOTACK	120	240			360
87	30/KK	Coop Douba Loumpour	120	120			240
88	34/KK	GIE Dioubo Liguéy	240	120			360
89	35/KK	GIE Saré Bondji	120	180			300
90	36/KK	GIE Bok Dioubo	120	180			300
91	37/KK	GIE And Dioubo	120		120		240
92	39/KK	GIE Naoudourou	120	120			240

N°	CPEF	ORGANISMES	TAMBA	KOLDA	SEDHIOU	ZIGUNCHOR	TOTAL
93	41/KK	GIE Koungeul Mali	120		120		240
94	42/KK	GIE Koungeul Bambouck	120	120			240
95	51/KK	GIE takku Liguëy de Koungeul	120	120			240
96	52/KK	GIE Saracounda Koungeul	120		120		240
97	53/KK	GIE Taïf Koungeul	120	120			240
98	54/KK	GIE Sam Ngayenne	120		120		240
99	55/KK	GIE Exploitants forestiers	120	120			240
100	58/KK	GIE Koungeul	120	120			240
101	59/KK	GIE Deggo Diam. de Koungeul	120	120			240
102	60/KK	GIE Taïf Ndiobène	120	120			240
103	61/KK	GIE Siggil Djigène Sine Saloum	120	120			240
104	01/KD	Coop Bounkiling	120		120		240
105	02/KD	Coop Vélingara	120	240			420
106	03/KD	Coop Kolda	180	240			420
107	04/KD	Coop Bantanguel	120	300			420
108	06/KD	Coop Kounkané	120		120		240
109	09/KD	GIE Dental	180		120		300
110	11/KD	GIE Médina Wandifa	180		120		300
111	13/KD	Diabougou Coly	180	120			300
112	14/KD	GIE Médina Wandifa Koura	240		120		360
113	15/KD	GIE Dabakh Sikilo Nord	120	180			300
114	16/KD	GIE Sithiou Babou Saye	120	180			300
115	01/L	Coop Louga	120	120			240
116	02/L	Coop Linguère	120	120			240
117	03/L	Coop Kébémér	120		120		240
118	04/L	Coop Mouck Mouck	120		120		240
119	06/L	Coop Dahra	120	120			240
120	07/L	GIE Ngaré Ligoden	120	120			240
121	09/L	GIE Takku Liguëy	120		120		240
122	13/L	GIE Xewoul	120	180			300
123	14/L	GIE Khitmaoul Khadim	120		120		240
124	15/L	GIE Ardecom	120	120			240
125	16/L	GIE Bok Dolé	120	120			240
126	17/L	GIE And Taku Liggey	120	120			240
127	18/L	GIE des Laobés de darou Mousty	120	180			300
128	19/L	Sokhna Faty I. Diop	180	120			300
129	20/L	GIE Bok Joom T. D. Khoudouss	120	120			240
130	21/L	GIE Sokhna Asta Dièye	120		120		240
131	22/L	GIE Diap Liguëy Baity Diop	120	120			240
132	23/L	GIE Ndiaye et Famille	120	120			240
133	24/L	GIE Comptoir du Niambour	120	180			300
134	25/L	GIE Mvment Jeunes Laobés LG	120	240			360
135	26/L	GIE Sopp Borom Darou	120		120		240
136	27/L	GIE Jokoo Liguëy	120	240			360
137	28/L	GIE Darou Culture	120	240			360
138	29/L	GIE Bari Diam	120	240			360
139	30/L	GIE And Liguëy	180		120		300

N°	CPEF	ORGANISMES	TAMBA	KOLDA	SEDHIOU	ZIGUNCHOR	TOTAL
140	31/L	GIE Kadd Gui	120		120		240
141	32/L	GIE Cheikh Saliou	120	120			240
142	33/L	GIE Serigne Abdou khoudouss	120	120			240
143	34/L	GIE Sopp Naby	120	120			240
144	01/SL	Coop Loboudou Doué	120	120			240
145	02/SL	Coop Thiellé Boubacar	240		120		360
146	03/SL	Coop Fanaye	120		120		240
147	04/SL	Coop Guédé Village	120		120		240
148	05/SL	SOSECOM	120	120			240
149	06/SL	Coop Dialawaly	120	120			240
150	07/SL	Coop Fleuve	120	120			240
151	08/SL	Coop Podor	120	120			240
152	09/SL	Coop Ndioum	120	120			240
153	10/SL	Coop Dodel	120	120			240
154	11/SL	Coop Mpal	120	120			240
155	16/SL	Coop. Walaldé	120	120			240
156	17/SL	GIE LY et Frères	120		120		240
157	18/SL	GIE Famille Dièye de Mpal	120		120		240
158	01/M	Coop Matam	120	120			240
159	02/M	Coop Nabadji Civol	120	120			240
160	03/M	Coop Bokidiawé	120	120			240
161	04/M	GIE Art-Sculpteur de Mtam	240	240			480
162	05/M	GIE Habaadir Baasale	120	120			240
163	06/M	GIE Dental Jaloubé de Matam	120		120		240
164	01/TB	Coop Koumpentoum	120	120			240
165	02/TB	Coop Sud Est	120	300			420
166	03/TB	Coop Charbonnière	180		120		300
167	04/TB	Coop Diamaguène Tamba	120	120			240
168	05/TB	Coop. Niani	120	120			240
169	06/TB	Coop. Missiras	120	120			240
170	07/TB	Kalankadougou	240	120			360
171	08/TB	Coop. Kothary	120	120			240
172	09/TB	Coop Météo	240	120			360
173	10/TB	Coop Sinthiou Malème	120		120		240
174	11/TB	Groupement Modèle	120		120		240
175	12/TB	SOAMFORT	180	240			420
176	13/TB	Fass Gounass	240	120			360
177	14/TB	GIE Niani	180		120		300
178	16/TB	GIE Bok Liquey	120	120			240
179	17/TB	GIE Kawral	120		120		240
180	18/TB	GIE Sopp Bamba	120	120			240
181	19/TB	GIE Agrosylvopastoral	120	120			240
182	20/TB	GIE Touba Bélel	120	120			240
183	21/TB	GIE Ngallou	120	120			240
184	24/TB	GIE Orient. Environnement	120	120			240
185	29/TB	GIE Ndimal Diaboth	120	120			240

N°	CPEF	ORGANISMES	TAMBA	KOLDA	SEDHIOU	ZIGUNCHOR	TOTAL
186	30/TB	GIE Badema	120	120			240
187	31/TB	GIE Ida Mouride	120	120			240
188	32/TB	GIE Dianatou Mahwa		120	120		240
189	33/TB	GIE Gorgolou	180	120			300
190	34/TB	GIE Yakar Yalla	120		120		240
191	01/TH	Coop Thiès	120	120			240
192	02/TH	Coop Sindia	120	120			240
193	03/TH	Coop Ndiassane	120	120			240
194	04/TH	Coop Pout	120	120			240
195	05/TH	SOEXFORCOM	120	120			240
196	06/TH	Coop Mbour	120	120			240
197	07/TH	Coop D. Liguey S.A.R.L.	120	120			240
198	08/TH	Chérif Lô	120		120		240
199	09/TH	GIE Eku Liguey	120		120		240
200	10/TH	GIE Cayor Exploitation	120	240			360
201	12/TH	GIE Keur Cheikh	120		120		240
202	13/TH	GIE And Jerino Sunu Foré	120	120			240
203	01/ZR	Coop Bignona	120		120		240
204	02/ZR	Coop Santhiaba	120		120		240
205	04/ZR	Coop Boucotte	120		120		240
206	07/ZR	Coop Néma	120		120		240
207	10/ZR	Coop Zchr Périphérique	120	180			300
208	11/ZR	Coop Dimbaya	120		120		240
209	13/ZR	Tenghory	120	120			240
210	14/ZR	Kagnarou	120	120			240
Quota communal			120	120	120		360
Réserve							2.400
TOTAL			27.850	18.790	10.920	0	59.960

Annexe 7. - Répartition des quotas de bois d'artisanat à usage de menuiserie

	Régions	Quota alloué (pieds)
Kolda		200
Sédhiou		150
Ziguinchor		150
Tambacounda		150
Kédougou		50
Total		700

Annexe 8. - Répartition du quota de pirogues par région

	Régions	Quota alloué (pieds)
Kolda		25
Sédhiou		25
Ziguinchor		60
Total		110

**MINISTERE DE L'ENSEIGNEMENT
PRESCOLAIRE, DE L'ELEMENTAIRE,
DU MOYEN SECONDAIRE
ET DES LANGUES NATIONALES**

ARRETE MINISTERIEL n° 846 MEPMSLN-
SG-DEP en date du 18 janvier 2011 portant
fermeture d'établissements d'enseignement privés.

Article premier. - Est autorisé la fermeture des établissements d'enseignement privés ci-dessous :

INSPECTION D'ACADEMIE DE DAKAR.

1. - Ecole privée « Notre Dame du Saloum », autorisation n° 001477 MEN-DEP du 5 mars 1997, sise à la Cité ISRA, villa n° 274 (IDEN/Thiaroye) M. Christophe Diédhiou, déclarant responsable, né le 28 septembre 1964 à Essaout (Oussouye) titulaire d'un BAC/A3, ferme ladite école pour convenance personnelle ;

2. - Ecole privée « Fanaïcha », autorisation n° 010695 MEN-DC-DEP du 14 décembre 1994, sise à Sotrac Mermoz villa n° 37/C (IDEN Almadies) M^{me} Coumba Kèita, déclarante responsable, née le 24 mars 1947 à Thiès, titulaire d'un CAIAPS, ferme ladite école pour convenance personnelle ;

3. - M. Mouhamadou Lamine Diop, né le 8 février 1961 à Rufisque, est reconnu déclarant responsable de l'école privée « Al Ahmadiya », autorisation n° 00814 ME-SG-DEP du 4 février 2008, Guendel 3, Rufisque, (IDEN Rufisque Commune) en remplacement de M. Cheikh Ahmed Tidiane Diop démissionnaire, M. Djibril Ndiongou, né le 4 juillet 1932 à Boghé, instituteur principal de classe exceptionnelle à la retraite, est autorisé à diriger l'école et à y enseigner.

Art. 2. - Le présent arrêté sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

ARRETE MINISTERIEL n° 847 MEPMSLN-
SG-DEP en date du 18 janvier 2011 portant
ouverture d'établissements d'enseignement privés.

Article premier. - Sont autorisés les établissements d'enseignement privés ci-dessous :

INSPECTION D'ACADEMIE DE DAKAR.

1. - L'Ecole privée « Complexe les Surdoués », Malika, au quartier Aliou Sène, (IDEN/Keur Massar), comprenant un cycle élémentaire de trois classes (CI - CP - CM2). M. Sanégué Diouf, né le 27 septembre 1961 à Diakhao, titulaire d'un DFEM, représentant l'Association des Enseignants pour le Progrès (ASEP), est reconnu déclarant responsable de ladite école. Il est autorisé à diriger l'école et à y enseigner.

2. - La Garderie d'enfants « Institution Bilingue Montessori le Virage », Yoff virage, à Toundou Riad, villa n° 82 (IDEN/Almadies), comprenant un cycle complet (PS - MS - GS), M^{me} Anta Sabaly, née le 12 septembre 1959 à Guinguiné, PEM principal de classe exceptionnelle en retraite par anticipation, représentant le GIE/Institution Bilingue Montessori, est reconnue déclarante responsable de ladite école. Elle est autorisée à diriger l'école et à y exercer.

3. - L'Ecole privée franco arabe « Nouroul Houda », Golf Sud, villa n° 181/C (IDEN/Pikine), comprenant un cycle élémentaire (CI - CP - CE1 - CE2 - CM1 - CM2). M. Mbaye Khady Niang, né le 5 février 1957 à Mboula Nianguène, titulaire d'un brevet arabe, est reconnu déclarant responsable de ladite école. Il est autorisé à diriger l'école et à y enseigner.

4. - L'Ecole privée « Euréka Plus », Cité Fadia, villa n° 250 (IDEN/Pikine), comprenant deux cycles moyen (une 6^{me} - une 5^{me} - 4^{me} - une 3^{me}) et secondaire de quatre classes (une seconde L - une première L - deux terminales L et S) M. Babacar Ndiaye, né le 10 décembre 1972 à Dakar, titulaire d'une maîtrise en sciences économiques, représentant le GIE/ LIGGEY PLUS, est reconnu déclarant responsable de ladite école. Il est autorisé à diriger l'école et à y enseigner.

INSPECTION D'ACADEMIE DE DIOURBEL.

1. - L'Ecole privée « Serigne Mor Mbaye Cissé », Diourbel, à la rue Alpha Diongue, Escalé (IDEN/ Dioubel), comprenant trois cycles élémentaire (CI - CP - CE1 - CE2 - CM1 - CM2) moyen (une 6^{me} - une 5^{me} - 4^{me} - une 3^{me}) et secondaire (une seconde - une première - une terminale L et S) . M. Mamadou Sèye, né le 20 mai 1939 à Diourbel, titulaire d'un BEPC, est reconnu déclarant responsable de ladite école. M. Falilou Mbacké Niang, né le 13 février 1948 à Mbouir, titulaire d'un Certificat d'Aptitude de l'Enseignement Technique, est autorisé à diriger l'école et à y enseigner.

INSPECTION D'ACADEMIE DE KOLDA.

1. - L'Ecole privée « Sandigui Baldé », Kolda au quartier Bantaguel (IDEN/Kolda), comprenant deux cycles moyen (une 6^{me} - une 5^{me} - 4^{me} - une 3^{me}) et secondaire (une seconde - une première - une terminale L et S) . M. Daouda Sidibé, né le 12 novembre 1978 à Kolda, titulaire d'un DEA, en sociologie, représentant l'Association pour la Promotion de l'Education et du Développement de Kolda (APEDK) est reconnu déclarant responsable de ladite école. Il est autorisé à diriger l'école et à y enseigner.

Art. 2. - Le présent arrêté sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

ARRETE MINISTERIEL n° 848 MEPMSLN-SG-DEP en date du 18 janvier 2011 portant fermeture d'établissements d'enseignement privés.

Article premier. - Est autorisé la fermeture des établissements d'enseignement privés ci-dessous :

INSPECTION D'ACADEMIE DE DAKAR

1. - Ecole privée « Notre Dame du Saloum », autorisation n° 1477-MEN-DEP du 5 mars 1997, sise à la cité ISRA, villa 274 (IDEN/Thiaroye) M. Christophe Diedhiou, déclarant responsable, né le 28 septembre 1964 à Essaout (Oussouye), titulaire d'un Bac/A3, ferme ladite école pour convenance personnelle.

2. - Ecole privée « Fanaïcha », autorisation n° 10695-MEN-DC-DEP du 14 décembre 1994, sise à Sotrac Mermoz villa 37/C (IDEN/Almadies) M^{me} Coumba Keita, déclarante responsable, né le 24 mars 1947 à Thiès, titulaire d'un CAIAPS, ferme ladite école pour convenance personnelle.

INSPECTION D'ACADEMIE DE THIES

1. - Ecole privée « Collège privé Promotion », autorisation n° 14282- MEN-SEP du 27 novembre 1985, sise à Mbour (IDEN/Mbour), M. Alpha Touré, déclarant responsable, né le 19 mai 1927 à Kaolack, Inspecteur de l'enseignement en retraite, ferme ladite école pour raison de santé.

Art. 2. - Le présent arrêté sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

ARRETE MINISTERIEL n° 850 MEPMSLN-SG-DEP en date du 18 janvier 2011 portant changement de dénomination d'établissements d'enseignement privés.

Article premier. - Est autorisé le changement de dénomination des établissements d'enseignement privés ci-dessous :

INSPECTION D'ACADEMIE DE DAKAR.

1. - L'école privée « La Petite Ecole Bilingue », autorisation n° 005055/MEN/DEP du 28 juin 1994 sise au Point E, Cité BIAO n° 13 (IDEN/Grand Dakar I), change de dénomination pour devenir « The Senegalese American Bilingual School (S.A.B.S.) ». M. Oumar Kâne né le 23 avril 1955 à Saint-Louis titulaire d'un BAC/B est reconnu déclarant responsable de ladite école.

2. - L'école privée « Moukouroum Kamala », autorisation n° 002003/MEN/DEP du 20 mars 1997 sise à Diacksao 2, quartier Sapout Mbaye (IDEN/Thiaroye), change de dénomination pour devenir « La Destinée Infantile ». M. Edouard Bampoky, né le 15 juin 1965 à Bignona, titulaire d'un DFEM, représentant le GIE Moukouroum Kamala, est reconnu déclarant responsable de ladite école.

3. - La garderie d'enfants privée « Les Ateliers de Nicole », autorisation n° 011450/MEN/DEP du 18 décembre 1995 sise à Dakar Sporting Club, Boulevard Roosevelt (IDEN/Dakar Plateau), change de dénomination pour devenir « La Cour des Grands ». M^{me} Nicole Saïd Sabbagh, née le 17 novembre 1958 à Mbacké est reconnue déclarante responsable de ladite école.

4. - L'école privée élémentaire « Centre d'Education Intégrée pour les Déficiants Auditifs (CEIDA) », accueillant des enfants à besoins éducatifs spéciaux, autorisation n° 008879/MECEPEM/SG/DEP du 14 octobre 2008, sise à Guédiawaye, Mbode 3, lot n° 1105 (IDEN/Guédiawaye), change de dénomination pour devenir « Centre d'Education Spécialisée des Enfants Sourd (CESES) ». M. Papa Oumar Faye, né le 11 mai 1965 à Dakar représentant l'Association « Centre d'Education Intégrée pour les Déficiants Auditifs (CEIDA) », est reconnu déclarant responsable de ladite école.

INSPECTION D'ACADEMIE DE TAMBACOUNDA.

1. - L'école catholique « Saint Coeur de Marie » autorisation n° 0011942/MEN/SG/DEPS/DC du 3 octobre 1985 sise à Tambacounda, change de dénomination pour devenir « Institution préscolaire Aloys Kobés de Tamba ». Le Directeur Diocésain de Tambacounda représentant l'Office national de l'Enseignement catholique du Sénégal (ONECS) est reconnu déclarant responsable des écoles catholiques du Diocèse de Tambacounda.

Art. 2. - Le présent arrêté sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

ARRETE MINISTERIEL n° 881 MEPMSLN-SG-DEP en date du 20 janvier 2011 portant extension d'établissements d'enseignement privés.

Article premier. - Est autorisées les extensions dans les établissements d'enseignement privés ci-dessous :

INSPECTION D'ACADEMIE DE DAKAR.

1. - L'école privée « Les Petits Pas », autorisation n° 00522/MFPE/DEPS du 6 août 2002, sise à Sacré Coeur 3, VDN, villa n° 108 bis (IDEN/Almadies), l'extension d'un cycle élémentaire de huit classes (deux CI - deux CP - un CE1 - un CE2 - un CM1 - un CM2) M^{me} Sokhna Oumou Seck née le 22 avril 1984 à Saint Mande (France) titulaire d'un BAC général en littérature, est reconnue déclarante responsable de ladite école. M. Gabriel Bassène né en 1948 à Bandiale titulaire d'un CAP, est autorisé à diriger l'école et à y enseigner.

2. - L'école privée « La Tendresse », autorisation n° 002185/ME/SG/DEP du 2 avril 2007, sise à Sacré Coeur villa n° 9975 (IDEN/Almadies), l'extention d'un cycle élémentaire complet CI - CP - CE1 - CE2 - CM1 - CM2) M. Boubacar Sall, né le 1^{er} juin 1940 à Saint Louis, est reconnu déclarant responsable de ladite école. M. Youssou Ndoeye né le 10 novembre 1942 à Rufisque, professeur de mathématiques en retraite, est autorisé à diriger l'école et à y enseigner.

3. - L'école privée « Source Vive », autorisation n° 005269/ME/SG/DEP du 18 juin 2007, sise à Ouakam, route du Front de Terre x Terme Sud (IDEN/Almadies), l'extention de trois nouvelles classes CE2 - CM1 - CM2) M^{me} Thiaba Camara Sy, née le 22 mai 1963 à Dakar est reconnue déclarante responsable de ladite école. M^{me} Cathérine Ndiaye née le 22 avril 1948 à Mbour, titulaire d'un CAP, est autorisée à diriger l'école et à y enseigner.

4. - L'école privée « Les Petits Prodiges de Keur Mémé Aïssatou », autorisation n° 002077/MENET/DEP du 10 avril 2000, sise aux Parcelles assainies unité 25, villa n° 111 (IDEN/Parcelles Assainies), l'extention d'un cycle élémentaire CI - CP - CE1 - CE2 - CM1 - CM2) M^{me} Aïssatou Kamara née le 10 juillet 1978 à Tambacounda, titulaire d'un BFEM est reconnue déclarante responsable de ladite école. Elle est autorisée à diriger l'école et à y enseigner.

INSPECTION D'ACADEMIE DE KAOLACK.

1. - L'école privée « Safokine », autorisation n° 007540/ME/SG/DEP du 13 septembre 2004, sise à Gandiaye, quartier Diamaguène, (IDEN/Kaolack Département), l'extention de deux cycles moyen (4^{ème} - 5^{ème}) et secondaire (une seconde L - une première L - une terminale L). M. Mor Bâ né le 31 décembre 1984 à Ndialal, titulaire d'un CFEE, est reconnu déclarant responsable de ladite école. M^{me} Mariame Fofana Diallo, née le 23 novembre 1974 à Tambacounda, titulaire d'une maîtrise en espagnol, est autorisée à diriger l'école et à y enseigner.

INSPECTION D'ACADEMIE DE LOUGA.

1. - L'école privée « Léon Gontran Damas », autorisation n° 003160/MEPEMSLN/SG/DEP du 2 avril 2010, sise à Louga, Cité Bagdad, Boulevard Djily Mbaye (IDEN/Louga), l'extention de deux cycles moyen (6^{ème} - 4^{ème}) et secondaire (une terminale S - une terminale L) M. Almoubarack Cheikh Mouhamadou Lamine Lèye, né le 1^{er} janvier 1979 à Yène Todd, titulaire d'une maîtrise complète I.EA, représentant le CAMPUS SARL, est reconnu déclarant responsable de ladite école. Il est autorisé à diriger l'école et à y enseigner.

INSPECTION D'ACADEMIE DE SAINT-LOUIS.

1. - L'école privée « Lycée d'Excellence Aimé Césaire », autorisation n° 002249/MEPEMSLN/SG/DEP du 11 mars 2010, sise à Saint-Louis, Pointe Nord, rue Galandou Diouf x Servant (IDEN/Saint-Louis Commune), l'extention de deux cycles moyen une (4^{ème} - une 3^{ème}) et secondaire (deux terminales L-S M. Simon Diouf, né le 10 novembre 1975 à Mbassiss, titulaire d'un DEA en géographie, représentant le CAMPUS SARL, est reconnu déclarant responsable de ladite école. Il est autorisé à diriger l'école et à y enseigner.

Art. 2. - Le présent arrêté sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

ARRETE MINISTERIEL n° 882 MEPEMSLN-SG-DEP en date du 20 janvier 2011 portant ouverture d'établissements d'enseignement privés.

Article premier. - Sont autorisés l'extentions les établissements d'enseignement privés ci-dessous :

INSPECTION D'ACADEMIE DE DAKAR.

1. - La Garderie d'enfants franco arabe privée « Keur Fatima », Mbao, village de Keur Kamb (IDEN/Thiaroye, comprenant un cycle complet (PS - MS - GS). M^{me} Marième Diop, née le 8 octobre 1955 à Ndande, titulaire d'une licence en anglais, est reconnue déclarante responsable de l'école. M. Mame Dial Diop, né le 13 août 1969 à yeumbeul, titulaire d'une licence en études islamiques et arabes, est autorisé à diriger l'école et à y exercer.

2. - L'école privée « Le SICA », Fass Mbao, Cité Sica (IDEN/Thiaroye, comprenant un cycle moyen complet 6^{ème} - 5^{ème} - 4^{ème} - 3^{ème}). M. Abdourahmane Sow né le 20 avril 1963 à Kidira, titulaire d'un BAC/C, est reconnu déclarant responsable de ladite école. Il est autorisé à diriger l'école et à y enseigner.

3. - L'école privée « Le Panthéon », Mbao, Cité résidentielle Gokh Bi (IDEN/Thiaroye, comprenant un cycle élémentaire complet (CI - CP - CE1 - CE2 - CM1 - CM2) M. Moustapha Sijh Ndiaye né le 22 novembre 1962 à Saint-Louis, titulaire d'un BAC/B, est reconnu déclarant responsable de ladite école. M^{me} Aïssatou Diouf, née le 13 mars 1969 à Dakar, titulaire d'un BFEM, est autorisée à diriger l'école et à y enseigner.

4. - L'école privée franco arabe « Daroul Khaïrie », Diamaguène Missira I, quartier Abdou Ndiaye (IDEN/Thiaroye, comprenant un cycle élémentaire complet (CI - CP - CE1 - CE2 - CM1 - CM2) M^{me} Binta Mandiang, née le 11 mai 1972 à Dakar, titulaire d'un brevet arabe, est reconnue déclarante responsable de ladite école. M. Birame Diouf, né le 15 avril 1981 à Ndiongolor, titulaire d'un BAC/LI, est autorisé à diriger l'école et à y enseigner.

5. - L'école privée « Carrefour Education », Keur Mbaye Fall, Cité assurances (IDEN/Thiaroye, comprenant deux cycles élémentaire complet (CI - CP - CE1 - CE2 - CM1 - CM2) et moyen 6^{me} - 5^{me} - 4^{me} - 3^{me}) M. Amacodou Diouf, né en 1949 à Diakhao, inspecteur de l'enseignement élémentaire principal de classe exceptionnelle en retraite, est reconnu déclarant responsable de ladite école. Il est autorisé à diriger l'école et à y enseigner.

6. - L'école privée « Mame Djira », Touba Ouakam, (IDEN/Almadies, comprenant un cycle secondaire complet (une seconde - une première - une terminale (L et S). M. Ibrahima Sow, né le 26 mai 1946 à Dakar, professeur d'enseignement moyen en retraite, titulaire d'une licence en géographie, est reconnu déclarant responsable de ladite école. Il est autorisé à diriger l'école et à y enseigner.

7. - L'école privée « Arc en Ciel Junior », villa n° 303, Diamalaye 3, Nord Foire (IDEN/Almadies, comprenant un cycle élémentaire de trois classes (CI - CP - CE1). M^{me}, Djim Christine Mansah, née le 18 novembre 1961 à Dakar, est reconnue déclarante responsable de ladite école. M. Badara Mbaye, né le 28 septembre 1948 à Diourbel, titulaire d'un CEAP, est autorisé à diriger l'école et à y enseigner.

8. - L'école privée « Mamsa », Cité Soboia, villa n° 26, Diamaguène (IDEN/Thiaroye, comprenant un cycle moyen complet 6^{me} - 5^{me} - 4^{me} - 3^{me}). M. Ibrahima Keita, né le 27 décembre 1965 à Diourbel titulaire d'un diplôme de maîtrise ès Sciences économiques, est reconnu déclarant responsable de ladite école. Il est autorisé à diriger l'école et à y enseigner.

9. - L'école privée « Khadidja Source du savoir », sise à Rufisque Est, Keury Souf (IDEN/Rufisque Commune), comprenant deux cycles moyen de trois classes 6^{me} - 4^{me} - 3^{me}) et secondaire (une seconde L - une seconde S - une terminale L - une terminale S). M. Alioune Cissé, né le 17 novembre 1944 à Rufisque, titulaire d'une maîtrise en lettres modernes, est reconnu déclarant responsable de ladite école. Il est autorisé à diriger l'école et à y enseigner.

10. - L'école privée « Euréka - Fc », sise au lot 19 lotissement Thiawène, Nord Foire (IDEN/Almadies, comprenant deux cycles moyen de trois classes 6^{me} - 5^{me} - 4^{me} - 3^{me}) et secondaire (une seconde L - une première L - une terminale L - une terminale S). M. Amsatou Fall, né le 7 avril 1956 à Saint-Louis, titulaire d'un BAC/D, est reconnu déclarant responsable de ladite école. M. Babacar Thiam, né le 17 août 1958 à Dakar titulaire d'une licence en anglais, est autorisé à diriger l'école et à y enseigner.

INSPECTION D'ACADEMIE DE KAOLACK

1. - l'Ecole privée « Cours d'Excellence du Saloum » sise au lot 752/A, rue 11 Boulevard de la Liberté IDEN/Kaolack Commune), comprenant un cycle secondaire de cinq classes (une seconde L, une seconde S, deux terminales L, une terminale S). M. Mamadou Ly, né le 18 septembre 1967 à Nioro du Rip, titulaire d'un DEA en géographie, est reconnu déclarant responsable de ladite école, M. Abdoulaye Thiam, né le 20 janvier 1946 à Kaolack, professeur d'enseignement moyen en retraite, est autorisé à diriger l'école et à y enseigner.

INSPECTION D'ACADEMIE DE LOUGA

1. - l'Ecole privée « Serigne Fallou Mbacké Galass », Santhiaba nord (IDEN/Louga), comprenant un cycle élémentaire (CI - CP - CE1 - CE2 - CM1 - CM2). M. Abdou Khadre Keinde né le 4 octobre 1958 à Louga est reconnu déclarant responsable de ladite école, M. Mamadou Keinde, né le 15 juillet 1944 à Louga, titulaire d'un Cap est autorisé à diriger l'école et à y enseigner.

2. - l'Ecole privée « Les Cracks Plus », Thiokhna, quartier Ndiobène (IDEN/Louga), comprenant un cycle élémentaire (CI - CP - CE1 - CE2 - CM1 - CM2). M. Pape Mbargou dit Khar Déguène Cissé né le 19 juillet 1949 à Mékhé, instituteur de classe exceptionnelle en retraite, représentant le GIE/MACHA ALLAH, est reconnu déclarant responsable de ladite école. Il est autorisé à diriger l'école et à y enseigner.

INSPECTION D'ACADEMIE DE THIES

1. - l'Ecole privée « Le Benténier » sise à Khombole, quartier Ndiayène Gouye (IDEN/Thiès Département), comprenant un cycle secondaire de quatre classes (une seconde L, une première L, deux terminales L, une terminale S). Mme Seynabou Camara né le 12 janvier 1964 à Thiès, est reconnue déclarante responsable de ladite école. M. Amadou Guèye, né le 1 février 1950 à Diourbel, titulaire d'un Certificat d'Aptitude à l'Enseignement Secondaire (CAES), est autorisé à diriger l'école et à y enseigner.

Art. 2. - Le présent arrêté sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

MINISTERE DE LA CULTURE

DECRET n° 2011-157 en date du 27 janvier 2011 modifiant le décret n° 2010-428 du 31 mars 2010 portant création, organisation et fonctionnement du Comité d'organisation de la troisième édition du Festival mondial des Arts nègres (FESMAN).

Article premier. - L'article 5 du n° 2010-428 du 31 mars 2010 est modifié ainsi qu'il suit :

Le Délégué général et son adjoint sont nommés par décret.

Art. 2. - Le Ministre de la Culture est chargé de l'exécution du présent décret qui sera publié au *Journal officiel*.

PARTIE NON OFFICIELLE

ANNONCES

(L'Administration n'entend nullement être responsable de la teneur des annonces ou avis publiés sous cette rubrique par les particuliers)

Etude de M^e Khady Sosseh Niang, *notaire*
« Saly Station » n° 255. - Mbour

AVIS DE PERTE

Avis est donné de la perte de la copie originale du titre foncier n° 2.821-TH, appartenant à M. El Hadji Saliou Sène. 2-2

Office notarial
Aïda Seck Ndiaye
Place de France - BP 949- Thiès

AVIS DE PERTE

Avis est donné de la perte du certificat d'inscription de l'hypothèque conservatoire forcée prise en troisième rang au bureau de la Conservation de la Propriété et des Droits fonciers de Thiès suivant ordonnance n° 39 du 29 janvier 1992, au profit de la Société Nationale de recouvrement venant aux droits et obligations de la Banque Nationale de Développement du Sénégal, contre M. Amadou Bouta Guèye sur l'immeuble objet du titre foncier n° 1.403-TH, pour la sûreté et remboursement de la somme de 10.000.000 de francs CFA. 2-2

Etude de M^e Daniel Sédar Senghor & Jean Paul Sarr
notaires associés
13-15, rue Colbert Dakar (Sénégal)

AVIS DE PERTE

Avis est donné de la perte de la copie originale du titre foncier n° 17.818-DG, propriété de la Sicap.2-2

Etude de M^e Bineta Thiam Diop, *notaire*
Pikine Khouroumar - Cité Sotiba n° 204 bis

AVIS DE PERTE

Avis est donné de la perte du titre foncier n° 14-DK, appartenant à M. Marcel Gomis. 2-2

Etude de M^e Marie Bâ *notaire*
Saly- Station - Mbour

AVIS DE PERTE

Avis est donné de la perte du titre foncier n° 634-TH, appartenant à M. Mohamed El Habib Mbaye, M^{mes} Awa Cheikh Diop, Fatou Taye et Yacine Mbaye.2-2

Etude de M^e Mathurin Bâ
avocat à la Cour
Dakar - Sénégal

AVIS DE PERTE

Avis est donné de la perte du titre foncier n° 14.646-DK, (ex 19.495-DG, en cours de transfert au livre foncier de (GR), appartenant à M. Ando Guindo.2-2

Etude de M^e Mamadou Ndiaye, *notaire*
BP - 197 - Kaolack

AVIS DE PERTE

Avis est donné de la perte du titre foncier n° 1.283-FK, appartenant à M. Assane Cissé. 2-2

Office notarial Cheikh Balla Nar Dieng
132, Rue Lemoine - Ziguinchor

AVIS DE PERTE

Avis est donné de la perte du titre foncier n° 2.223-BC, appartenant à M. Chérif Bouna Aïdara. 2-2

AVIS DE PERTE

Avis est donné de la perte du titre foncier n° 29-BC, appartenant à la SCI de la Casamance. 2-2

Etude de M^e Samuel Baloucouné, *notaire*
379, rue Abdoulaye Seck Marie Parsine
x 96, rue Abdoulaye Chimère Diaw - Ile-Nord - Saint-Louis

AVIS DE PERTE

Avis est donné de la perte du titre foncier n° 675-SL, appartenant à M. Ntunzwenimana Liberat et M^{me} Lefevre Annie. 2-2